

# **MEDITERRÁN TANULMÁNYOK**

**ÉTUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE**

**XXXIV.**

**UNIVERSITÉ DE SZEGED**

**DÉPARTEMENT D'HISTOIRE MODERNE ET D'ÉTUDES MÉDITERRANÉENNES**

**SZEGED**

**2024**

## **Directeur de publication**

*László J. Nagy*

### **Comité de rédaction**

Salvatore Barbagallo (Università del Salento, Lecce), Péter Ákos Ferwagner (Université de Szeged), Habib Kazdaghli (Université de la Manouba, Tunis), Andrea Kökény (Université de Szeged), Lajos Kövér (Université de Szeged), Didier Rey (Università di Corsica Pasquale Paoli), Tramor Quemeneur (Université de Paris VIII), Beáta Varga (Université de Szeged), Péter Vukman (Université de Szeged)

### **Comité scientifique**

Salvatore Bono (Università di Perugia), Marco Trotta (Università di Chieti-Pescara), Hassan Remaoun (Université d'Oran), Alexandros Dagkas (Université Aristote de Thessalonique), Abdallah Abdel-Ati al-Naggar (Academy of Scientific Research & Technology, Egypt), Tuomo Melasuo (Tampere Peace Research Institut, University of Tampere), Vittorio Felci (Université de Malmoe, Svède), Egidio Ivetic (Università di Padova)

### **Rédaction, publication**

Szegedi Tudományegyetem  
Újkori Egyetemes Történeti és Mediterrán Tanulmányok Tanszék  
H-6722 Szeged, Egyetem u. 2.  
Tel./Fax.: (36) (62) 544-805, 544-464  
e-mail : jnagy@hist.u-szeged.hu

### **Metteur en pages**

*Péter Ákos Ferwagner*

ISSN 0238-8308 (Nyomtatott)

ISSN 2786-0663 (Online)

[https://ojs.bibl.u-szeged.hu/index.php/mediterran\\_tanulmanyok/index](https://ojs.bibl.u-szeged.hu/index.php/mediterran_tanulmanyok/index)

*Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.  
La publication de chaque contribution est soumise au jugement favorable des arbitres du  
Comité de rédaction et du Comité scientifique.*

## SOMMAIRE

### **Gizella Nemeth – Adriano Papo**

La spedizione in Bosnia del principe Eugenio di Savoia, 1697 .....5

### **Gizella Nemeth – Adriano Papo**

Le imprese del generale Jean-Louis Rabutin de Bussy lungo il Danubio, 1697.....29

### **Beáta Varga**

The northern coast of the Black Sea as a “frontier” and its role  
in shaping the society in Ukrainian history in the 16-18th century.....35

### **Péter Ákos Ferwagner**

Entrée en guerre de l’Empire ottoman aux côtés des Puissances centrales (1914).....45

### **Prantner Zoltán – Abdallah Abdel-Ati Al-Naggar – Pál István**

Unforgettable Moments: Ferenc Puskás and his Lasting Legacy in the Arab World –  
لحظات لا تنسى: فرننتس بوشكاش وإرثه الراسخ في العالم العربي .....75

### **Zoltán Garadnai**

Combattre l’héritage du passé colonial ?  
Les relations de la France avec le Maroc, l’Algérie et la Tunisie .....99

### **László J. Nagy**

Compte-rendu  
Nourredine Abdi, *La Méditerranée occidentale. Histoire, enjeux, perspectives*,  
Éditions du Croquant, 2022, p. 316..... 117

## *Entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des Puissances centrales (1914)*

PETER ÁKOS FERWAGNER  
UNIVERSITE DE SZEGED

La question la plus importante concernant l'expansion de la Première Guerre mondiale au Moyen-Orient en automne 1914 est probablement de savoir pourquoi l'Empire ottoman est entré dans un conflit qui opposait essentiellement deux alliances militaires européennes à un moment où les ravages inimaginables de la guerre étaient déjà visibles. Après une guerre aux conséquences catastrophiques pour tout le Moyen-Orient et l'empire des Turcs, et avec de terribles pertes humaines, les historiens et les contemporains ont blâmé la décision, qui leur avait été imposée par le ministre de la Guerre Enver et son entourage, en premier lieu. Il a été suggéré que son amitié aveugle avec l'Allemagne, l'argent allemand corrompant les Jeunes-Turcs, les promesses allemandes envoûtantes et la pression du gouvernement de Berlin sur eux, combinés à une ambition individuelle insatiable, un désir d'expansion presque mégalomane, et parfois des « capacités intellectuelles inférieures à la moyenne », ont conduit à la mauvaise décision. Plus récemment, l'éminent historien turc Mustafa Aksakal a mis en évidence la nature trop schématique de cette image et a souligné qu'il y a beaucoup plus de complexité en jeu. Il a montré que l'expansion économique, politique et militaire croissante de l'Europe en 1914 a conduit les cercles dirigeants ottomans à prendre une décision qui, selon eux, sauverait l'empire de la partition et de la domination étrangère. Ils avaient devant eux l'exemple de l'Afrique, qui avait alors été presque entièrement divisée par les colonialistes occidentaux. Ils pensaient – et ils étaient plus ou moins d'accord sur ce point – qu'ils ne pourraient préserver leur indépendance qu'en se dotant d'une force militaire importante, en luttant pour leur survie et en s'alliant à une grande puissance. Le débat ne portait en fait que sur le choix des grandes puissances européennes. Pour diverses raisons, ils ont choisi l'Allemagne<sup>1</sup>. Sur la base d'une analyse réaliste néoclassique des relations internationales, un groupe d'auteurs turcs est parvenu essentiellement à la même conclusion, affirmant que « la dynamique des interactions entre les facteurs structurels et les variables au niveau de l'unité » a continué d'influencer les responsables de la politique étrangère, par ailleurs très divisés, entre août et novembre 1914<sup>2</sup>.

L'importance stratégique de l'Empire ottoman s'est considérablement accrue après l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo. Les Jeunes-Turcs eux-mêmes étaient conscients qu'en cas de guerre, la communication avec la Russie, via le Bosphore et les Darda-

---

<sup>1</sup> Mustafa Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914. The Ottoman Empire and the First World War*, Cambridge, 2008, pp. 1-2.

<sup>2</sup> Ali Balci – Tuncay Kurdaş – İsmail Eldiz – Yildirim Turan, « War Decision and Neoclassical Realism : The Entry of the Ottoman Empire into the First World War », *War in History*, 27/4 (2020), pp. 643-669.

nelles, serait vitale pour les puissances de l'Entente occidentale. En temps de paix, 50 % des échanges commerciaux de la Russie avec l'Occident et 90 % des expéditions de céréales russes passaient par les détroits<sup>3</sup>. Au cours des dix années précédant 1914, 37 % de l'ensemble des exportations russes ont emprunté cette voie de sortie vers les marchés étrangers<sup>4</sup>. Et Gatrell calcule qu'entre 1909 et 1913, 73 % des exportations russes sont arrivées à destination par la mer et 43 % par les Dardanelles<sup>5</sup>. Il était donc inconcevable que l'Entente tolère l'établissement d'une domination allemande sur cette voie vitale. La Grande-Bretagne, par exemple, considérait que le territoire de l'empire était d'une importance stratégique pour l'issue de la guerre. Selon les mémoires de son ministre des Affaires étrangères, la Russie aurait été contrainte de recourir à la force « en raison du danger pour le détroit que représente par quiconque », même si l'État tsariste n'était « absolument pas préparé à la guerre » en 1914<sup>6</sup>. Toutefois, cette « impréparation » semble être très relative. Grâce aux recherches de McMeekin, nous savons que Saint-Petersbourg était bien préparé à la confrontation, à tel point que Sazonov a demandé des informations sur l'état de préparation de la flotte russe en mer Noire dès le 30 juin, deux jours seulement après l'assassinat de Sarajevo. Le ministre des Affaires étrangères est convaincu qu'une attaque contre Constantinople deviendrait inévitable en cas de guerre européenne. Maintenant que cette éventualité est à portée de main après l'assassinat du prince héritier austro-hongrois, Sazonov veut savoir si des troupes peuvent être débarquées sur le Bosphore « dans les quatre ou cinq jours » suivant la mobilisation<sup>7</sup>.

À Istanbul, on devait s'attendre à une éventuelle attaque russe. Par simple tradition historique, la Russie apparaissait à l'élite jeunes-turque comme la plus grande menace de toutes les grandes puissances pour l'intégrité territoriale, voire la survie, de l'empire. Et pour cause, puisque depuis 1900, la population russe s'est accrue de 40 millions de personnes et l'économie a progressé de 10 % par an ! La nécessité d'accroître la défense rend donc l'alliance avec l'Allemagne encore plus précieuse. En même temps, en été 1914, il était déjà vital pour les Puissances centrales de parvenir à un accord, car elles craignaient beaucoup que l'Empire ottoman ne se rapproche de la Russie, précisément pour éviter une agression, qu'elles devaient empêcher à tout prix. Lors de la crise de juillet, l'État ottoman devient un facteur précieux pour la Monarchie Austro-Hongroise, qui s'apprête à punir la Serbie, afin de s'allier avec les autres pays des Balkans, en particulier la Bulgarie. De toute façon, il était clair que si la Sublime Porte se ralliait à l'Entente, la Bulgarie, entourée d'ennemis de toutes parts, ne pourrait pas être l'alliée de la Monarchie contre la Serbie.

<sup>3</sup> Harry N. Howard, *The Partition of Turkey. A Diplomatic History 1913-1923*, Howard Fertig, New York, 1966, p. 49.

<sup>4</sup> B. E. Shatzky, « La question de Constantinople et des Détroits. Les origines de l'accord russo-anglais-français (mars 1915) », 1, *Revue de l'histoire de la Guerre mondiale*, 4/4 (1926), pp. 289-309.

<sup>5</sup> Peter Gatrell, *Government, Industry and the Rearmament in Russia, 1900-1914. The Last Argument of Tsarism*, Press Syndicate of the University of Cambridge, Cambridge, 1994, p. 301.

<sup>6</sup> Sz. D. Szazónov, *Végzetes évek. Emlékiratok* [Les années fatales : souvenirs de M. S. Sazonov, ancien Ministre des affaires étrangères de Russie, 1910-1916], Genius, Budapest, 1926, pp. 169-171.

<sup>7</sup> Sean McMeekin, *The Ottoman Endgame. War, Revolution and the Making of the Modern Middle East, 1908-1923*, Penguin Books, London, 2015, pp. 87, 96-97.

C'est pourquoi, en juillet 1914, Vienne presse le gouvernement de Berlin de faire entrer l'Empire ottoman dans le bloc des Puissances centrales<sup>8</sup>.

Les négociations entre les parties avaient déjà commencé en septembre 1913, bien avant le début de la guerre mondiale, selon l'ambassadeur français Bompard à Constantinople<sup>9</sup>. Mais il est tout aussi clair que, en précurseur direct, fin juin et mi-juillet 1914, la Sublime Porte, consciente de sa faiblesse, entreprend des démarches proactives en direction de Berlin, afin de sortir de son isolement diplomatique. Cependant, le ministère allemand des Affaires étrangères émet de sérieuses réserves sur la valeur de l'alliance ottomane, réserves partagées par l'ambassadeur allemand à Constantinople, Wangenheim. Le 22 juillet, Enver rencontre personnellement l'ambassadeur et tente de le convaincre des avantages d'un rapprochement bilatéral. Il souligne que sans un environnement international sûr, il sera impossible de mener à bien les réformes nécessaires dans l'empire et que sans un soutien efficace des Puissances centrales, les Ottomans deviendront inévitablement les « vassaux des Russes ». Pour souligner ses propos, il précise que la majorité du gouvernement est favorable à un accord avec la Triple Alliance, qui pourrait inclure la Bulgarie, mais que si les Puissances centrales refusent l'approche de la Porte, celle-ci sera contrainte de se tourner vers l'Entente ou la Grèce. L'Empire ottoman, a-t-il ajouté, n'entrerait pas dans l'alliance les mains vides, mais fournirait un effort militaire significatif en cas de guerre<sup>10</sup>. Comme l'ont montré les événements ultérieurs, il ne s'agissait pas de paroles en l'air : l'État du sultan a duré jusqu'à la fin de la guerre mondiale.

Ces arguments ont fortement influencé l'empereur allemand Guillaume II. L'éventualité d'une alliance de la Porte avec l'Entente aurait entraîné la perte des investissements de décennies et de l'influence allemands au Moyen-Orient, ce que le Kaiser jugeait inacceptable. Le 24 juillet, au lendemain de l'ultimatum viennois à Belgrade, il charge fermement son ambassadeur de négocier un traité d'alliance. Le chancelier Bethmann-Hollweg est également d'accord avec l'empereur. Wangenheim, le ministre de la Guerre Enver et ses plus proches collaborateurs ont ensuite réglé les détails, non sans controverse. Le Grand Vizir, par exemple, a déclaré à l'ambassadeur que son pays ne souhaitait qu'une alliance anti-russe, et non une alliance anti-française ou anti-britannique. Cette décision suscite une certaine consternation à Berlin, mais Wangenheim est d'avis que, sous le commandement d'officiers allemands, l'armée ottomane, déjà faible, deviendrait plus efficace et serait en mesure de remplir ses engagements en cas de guerre. Le 28, le projet était prêt. Selon ce projet, en cas de conflit entre la Monarchie Austro-Hongroise et la Serbie, la Porte adopterait une position « strictement » neutre, mais si la Russie et l'Allemagne étaient entraînées dans ce conflit, le *casus foederis* se présenterait, c'est-à-dire que l'alliance deviendrait effective<sup>11</sup>.

Le traité lui-même fut signé le 2 août 1914. À la demande de Bethmann-Hollweg, il a été précisé comment les Ottomans pouvaient contribuer à la guerre de l'Allemagne contre la Russie. Le chancelier y voyait la *condition sine qua non* de l'alliance, car c'était le seul moyen de dissiper les doutes que Berlin nourrissait encore sur les capacités militaires otto-

<sup>8</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., p. 94.

<sup>9</sup> Maurice Bompard, « L'entrée en guerre de la Turquie », *La Revue de Paris*, 28/4 (1921), pp. 61-85.

<sup>10</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., pp. 97-98.

<sup>11</sup> Mahmud Mukhtar Pasha, *La Turquie, l'Allemagne et l'Europe depuis le traité de Berlin jusqu'à la guerre mondiale*, Paris, 1924, pp. 250-254.

manes. Au cours des négociations, Enver assure ses partenaires que son pays déploiera 120 000 soldats en Thrace dans les trente jours suivant le début de la mobilisation pour rejoindre les Bulgares dans une campagne contre la Russie. Un mois plus tard, il déploie 90 000 soldats supplémentaires à Andrinople dans le même but, ou en vue d'une éventuelle attaque contre la Grèce (tout cela n'était bien sûr qu'une possibilité théorique, car il n'y avait aucun moyen de savoir ce que les Bulgares et les Roumains allaient penser). Ils ont également convenu que les Ottomans mèneraient des opérations essentiellement défensives dans le Caucase avec cinq divisions, tandis que les Allemands enverraient des navires de guerre pour renforcer la flotte ottomane dans la mer Noire.

Il s'agissait donc d'un accord *ad hoc* et secret, si secret que dans le gouvernement ottoman seuls Enver, le ministre de l'Intérieur Talaat et le Grand Vizir Said Halim (1913-1917) en connaissaient le contenu exact. Le troisième homme fort du « triumvirat » jeune-turc, le ministre de la Marine, Djemal Pacha, n'a été informé que plus tard, et en même temps il a été informé que la Monarchie soutenait la conclusion du traité, auquel elle avait elle-même adhéré le 4 août<sup>12</sup>. Le point 4 stipule que « l'Allemagne s'engage à défendre le territoire de l'Empire ottoman par la force armée, si nécessaire, en cas de menace »<sup>13</sup>. La demande des Turcs craignant une attaque russe, a donc été acceptée, mais à un certain prix. Les Ottomans doivent s'engager à combattre aux côtés de l'Allemagne et, en plus, le traité ne prévoit pas de protection automatique pour Constantinople en cas d'attaque britannique<sup>14</sup>. Pourtant, Aksakal parle de « victoire » et de « succès » de la diplomatie ottomane<sup>15</sup>, ce qui est tout à fait justifié dans la mesure où les Jeunes-Turcs ont réussi à atteindre leur objectif de s'allier à une grande puissance au nom de leur indépendance et de la survie de l'empire. Il est également important de noter que l'État ottoman pouvait se sentir sur un pied d'égalité avec les grandes puissances sur la scène internationale.

L'« âme » du traité est la mission militaire du général Otto Liman von Sanders fonctionnant dans l'Empire ottoman depuis la fin de l'année 1913, au cours de laquelle des officiers allemands se sont vu confier la quasi-supervision de l'armée turque<sup>16</sup>. Certains membres du ministère des Affaires étrangères de Berlin ont même déclaré que l'Empire ottoman était devenu le « pion sans défense » de la politique militaire allemande<sup>17</sup>. À la lumière de ce qui suit, cette affirmation semble tout à fait exagérée. Il convient de rappeler qu'au cours des cinq années passées au service de l'empire, Liman s'est régulièrement heurté aux efforts des Turcs et même de diverses agences gouvernementales allemandes

<sup>12</sup> Djemal Pasha, *Memories of a Turkish Statesman 1913-1919*, Hutchinson & Company, London, 1922, pp. 107-110. Fin juillet 1914, le chancelier allemand demande également à l'Italie d'accepter l'adhésion d'Istanbul à la Triple Alliance.

<sup>13</sup> Urbán Aladár (éd.), *Nyugat-Európa és Amerika 1789–1918. Új- és legújabbkori egyetemes történeti szöveggyűjtemény* [L'Europe occidentale et l'Amérique 1789-1918 : collection de textes d'histoire moderne et contemporaine]. T. 1/2, Tankönyvkiadó, Budapest, 1970, p. 790.

<sup>14</sup> Pour une évaluation du contrat, voir Carl Mühlmann, *Deutschland und die Türkei 1913-1914*, W. Rotschild, Berlin, 1929, pp. 28-43, 92-96.

<sup>15</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., pp. 93, 101.

<sup>16</sup> Ferwagner Péter Ákos, « Az Oszmán Birodalom és a Liman von Sanders-féle katonai misszió keltette nemzetközi válság » [L'Empire ottoman et la crise internationale créée par et la mission militaire de Liman von Sanders], *Acta Historica*, t. 146 (2021), pp. 171-182.

<sup>17</sup> Ulrich Trumpener, « Liman von Sanders and the German-Ottoman Alliance », *Journal of Contemporary History*, 1/4 (1966), pp. 179-192.

pour minimiser son influence. Dans ses mémoires, il s'est plaint que ses instructions et ses suggestions étaient souvent ignorées et qu'il n'était même pas impliqué dans les décisions militaires les plus importantes<sup>18</sup>. En outre, Liman considère son rôle comme purement militaire et se voit comme un représentant personnel de l'empereur. Il refuse de représenter la politique étrangère ou les intérêts économiques de son pays, ce qui le met en opposition avec Wangenheim et les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères. Par la suite, Enver a régulièrement fait savoir que l'aide allemande n'était pas utilisée dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans celui de l'Empire ottoman. Il n'est donc pas question, selon les termes du traité d'alliance, la Turquie soit complètement subordonnée à la volonté de Berlin ou de Liman, et les raisons de l'entrée en guerre sont à rechercher davantage dans les décisions des milieux politiques ottomans que dans les pressions allemandes sur Istanbul.

Aksakal attire l'attention sur plusieurs aspects importants du traité. Contrairement à l'opinion communément admise après la guerre, selon laquelle Enver Pacha avait manqué de perspicacité dans ses intentions de créer une sorte de grandiose empire musulman oriental, ce qui s'est réellement passé, c'est que les dirigeants ottomans, *comme tous les autres hommes politiques européens*, s'attendaient à une guerre courte, de quelques mois tout au plus, qui se terminerait par une paix négociée et consensuelle, comme à l'accoutumée. L'alliance allemande garantirait à l'empire une longue période de stabilité, qui apportera également la prospérité économique. En effet, l'élite ottomane souhaitait une fin rapide de la guerre et l'Empire voulait profiter de son alliance avec la superpuissance allemande *sans s'immiscer dans les combats*. Pour la plupart des dirigeants, l'Allemagne, qui dispose de l'armée de terre la plus puissante d'Europe, semble être le seul État capable de protéger l'empire des menaces russes contre les détroits et l'Anatolie orientale.

Ils espéraient également que le partenariat (et la guerre mondiale) leur donnerait l'occasion de mener à bien les réformes internes radicales nécessaires à la création d'un État moderne et durable, car les conditions de guerre constituent généralement la toile de fond idéale pour des changements radicaux. Et tout cela sans ingérence étrangère. Les Jeunes-Turcs voulaient transformer l'empire en un État moderne, indépendant sur le plan politique et économique, en supprimant l'influence étrangère et en rendant la population loyale à l'État en tant que citoyen. Ils espèrent que les hommes d'affaires étrangers pourront être expulsés pour cause de guerre, que leurs intérêts seront liquidés et que les capitulations qui accordent aux étrangers des privilèges légaux et des exemptions fiscales seront abolies (ce qui se produira bientôt). Une grande partie de la société a considéré la guerre mondiale comme une expérience moralement justifiable, potentiellement libératrice et unificatrice pour les Ottomans. Enfin, la guerre peut également être utilisée pour unir la population derrière le gouvernement<sup>19</sup>. Certains affirment que cette attitude a été la *principale* raison de l'entrée dans la Première Guerre mondiale, c'est-à-dire que dans les circonstances de la guerre, une Anatolie ethniquement et religieusement homogène pourrait être créée, et des Turcs pourraient être installés dans les villages des Arméniens et des Grecs déplacés.

<sup>18</sup> Otto Liman von Sanders, *Five Years in Turkey*. United States Naval Institute, Annapolis, 1927, pp. vii, 8-10, 16-17, 20-27, 31-32, etc.

<sup>19</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., pp. 13-14; Mustafa Aksakal, « Not 'by those old books of international law, but only by war' : Ottoman Intellectuals on the Eve of the Great War », *Diplomacy & Statecraft*, 15/3 (2004), pp. 507-544.



En effet, pour le parti des Jeunes-Turcs, Unité et Progrès, l'islamisation et la turquisation sont l'essence même de la politique démographique<sup>20</sup>. En d'autres termes, la conclusion du traité d'alliance répondait à de sérieuses considérations du côté ottoman, qui cadraient avec les idées politiques des Jeunes-Turcs.

Tout cela s'accompagne d'une opinion sociale non négligeable selon laquelle la lourde défaite subie lors de la première guerre des Balkans, les souffrances des 400 000 musulmans qui ont fui la Roumélie et se sont installés à Constantinople et en Asie Mineure exigent un châtement, « l'abolition glorieuse de toute humiliation », qui ne peut être obtenue qu'avec l'aide et la force armée de l'Allemagne<sup>21</sup>. En outre, ces persécutions ont amené le grand public à conclure qu'il suffisait d'être musulman pour être expulsé, voire tué. Cela a politisé la conscience musulmane et créé une distinction nette entre « nous » et « eux » (les non-musulmans), ce qui a eu de graves conséquences par la suite. Les réfugiés musulmans d'Anatolie, où musulmans, chrétiens et juifs avaient vécu côte à côte dans une paix et une harmonie relatives pendant des siècles, étaient désormais beaucoup moins tolérants à l'égard de leurs *nouveaux* voisins chrétiens que leurs frères de foi locaux, en raison du traitement sévère qu'ils avaient subi de la part de leurs *anciens* voisins chrétiens (beaucoup avaient perdu tous leurs biens meubles et immeubles). Ce n'est peut-être pas une coïncidence si l'un des pères de la politique violente à l'égard des Arméniens, l'éminent médecin du Comité Union et Progrès (CUP) Bahaeddine Chakir, était l'enfant de parents musulmans ayant fui la Bulgarie. Il n'est donc pas vrai qu'Enver Pacha ait été le seul à faire pression en faveur du traité d'alliance et, plus tard, de l'entrée en guerre ; en fait, la décision a bénéficié d'un large soutien social à l'époque.

Cependant, les mesures prises par Constantinople après le début de la guerre confirment la prudence des Allemands, car la Porte résiste pour l'instant et déclare formellement sa neutralité le 3 août. Le 6, Said Halim informe Wangenheim des conditions d'entrée en guerre de son pays : l'Allemagne (1) accepterait l'abolition des capitulations ; (2) aiderait à réconcilier Istanbul avec la Grèce et la Bulgarie ; (3) ne ferait pas la paix tant que le territoire turc serait sous occupation étrangère ; (4) veillerait à la restitution des îles de la mer Égée en cas de défaite des Grecs ; (5) veillerait à l'ajustement des frontières orientales de la Turquie afin que des contacts puissent être établis avec les musulmans de Russie ; (6) veillerait à ce que la Turquie reçoive des compensations adéquates<sup>22</sup>. Malgré cette déclaration d'objectifs de guerre, la Porte a cherché un moyen de ne pas entrer en guerre dans la période suivante. Elle a fait valoir qu'elle n'était pas militairement préparée (troupes insuffisamment équipées, détroits non protégés, négociations d'alliance avec les Bulgares dans l'impasse<sup>23</sup>). Elle pourrait aussi dire que la flotte ottomane en mer Noire ne disposait que de

<sup>20</sup> Fuat Dündar, « When did the First World War End for Turkey ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, Vol 141 (2017), pp. 209-226.

<sup>21</sup> Yiğit Akın, *The Ottoman Home Front during World War I : Everyday Politics, Society and Culture*, Thèse de doctorat, Ohio State University, 2011, p. 198.

<sup>22</sup> Les objectifs n'incluaient pas la récupération des territoires perdus lors de la première guerre des Balkans. Comme nous le verrons, ce n'est pas sans raison. Cf. Hajdu Tibor – Pollmann Ferenc, *A régi Magyarország utolsó háborúja 1914–1918* [La dernière guerre de la Hongrie ancienne], Osiris Kiadó, Budapest, 2014, pp. 39-40.

<sup>23</sup> Mühlmann, *Deutschland und die Türkei*, op. cit., pp. 49-71. Après de longues négociations, Talaat et le président du Parlement, Halil Bey, concluent le 19 août à Sofia le traité d'amitié et de défense

quatre destroyers blindés obsolètes et de trois croiseurs plus récents, alors que les Russes avaient six destroyers et quatre croiseurs, ainsi que trois cuirassés dreadnought modernes en construction (le premier a été mis à l'eau en septembre 1915, le second en décembre de la même année). De plus, face à huit sous-marins russes, l'empire n'a pu en déployer un seul<sup>24</sup>. Au début de la guerre, la supériorité russe en mer Noire était donc évidente, bien qu'ébranlée. Cela explique plus ou moins pourquoi, pendant la guerre mondiale, la marine ottomane ne s'est pas engagée dans des batailles en haute mer avec les Russes, mais seulement dans de petits raids, et que ses activités se sont principalement limitées au transport de troupes et à l'escorte de navires marchands le long de la côte anatolienne<sup>25</sup>.

Les objections soulevées par les Ottomans ont été considérées par certains à Berlin comme de l'obstructionnisme, des « attermolements injustifiables ». Liman, indigné, déclare haut et fort qu'il va provoquer Enver et Djemal en duel et, le 19 août, il demande à ses supérieurs de le rappeler. L'empereur n'est pas d'accord et le gouvernement demande au général d'être patient. « J'espère la coopération d'Enver », a répliqué Guillaume II Liman, « qui doit comprendre que j'ai la plus grande confiance en lui et que vous lui transmettez mes salutations ! »<sup>26</sup> Le Pacha, bien sûr, savait exactement ce qu'il faisait. Un jour, il demande à Berlin des experts et du matériel, et fait croire à Wangenheim qu'une « révolution panislamique » éclatera en Afrique du Nord française, dans le Caucase, en Égypte et en Inde au lendemain de l'entrée en guerre des Ottomans. Le lendemain, il déclare à l'ambassadeur que le moment n'est pas encore venu pour les Turcs d'entrer en guerre, et que si les Allemands maintiennent la pression, il arrêtera la mobilisation.

En effet, parmi les ministres ottomans, Enver est celui qui a poussé à la guerre (bien qu'il n'ait pris aucune mesure concrète pour lancer une attaque), alors que les autres étaient réticents à le faire, préférant rester en dehors du conflit<sup>27</sup>. Craignant la partition de l'empire, ils veulent aussi négocier avec l'Entente, et pas seulement avec les Puissances centrales. Le prudent Talaat, par exemple, déclare qu'il est inutile de déclarer la guerre aux Russes avant la fin de la mobilisation. Cela permet également de gagner du temps : les quartiers généraux sont installés sur ordre d'Enver et la mobilisation (*şeferberlik*) commence le 3 août, mais elle dure au moins un mois (la loi martiale est déclarée et le parlement est ajourné). Le Grand Vizir a assuré l'ambassadeur russe et le département d'État des États-Unis qu'ils maintiendraient leur neutralité et que la mobilisation n'était qu'une « mesure de précau-

---

avec le gouvernement bulgare. Cependant, malgré tous les efforts déployés par la suite par la Porte, Berlin et Vienne, ils ne parviennent pas à forcer la Bulgarie à conclure une alliance agressive contre la Russie et, le 12 août, elle déclare sa neutralité. Le gouvernement de Sofia a réitéré cette déclaration le 1<sup>er</sup> octobre. Howard, *The Partitition of Turkey*, op. cit., pp. 153-154.

<sup>24</sup> Maurice Larcher, *La guerre turque dans la guerre mondiale*, E. Chiron, Paris, 1926, pp. 164-165, 168-169.

<sup>25</sup> Igor Delanoë, « Le bassin de la mer Noire, un enjeu de la Grande Guerre en Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée*, Vol 81 (2010), pp. 75-90.

<sup>26</sup> Ulrich Trumpener, *Germany and the Ottoman Empire, 1914-1918*, Princeton University Press, Princeton, 1968, pp. 33-34.

<sup>27</sup> Ulrich Trumpener, « Turkey's Entry into World War I: An Assessment of Responsibilities », *Journal of Modern History*, 34/4 (1962), pp. 369-380.

tion »<sup>28</sup>. Certains hommes d'État et diplomates turcs (comme l'ambassadeur à Washington, Rüstem Bey) ont tenté d'en convaincre les puissances occidentales dans tous les forums<sup>29</sup>. D'autres membres du gouvernement, qui auraient préféré être rapprochés de l'Entente, font valoir que les intérêts turcs seraient mieux servis par un accord avec la Grèce ou la Bulgarie, la première sous l'Entente et la seconde sous la tutelle des Puissances centrales. Ainsi, la sécurité de l'empire pouvait être garantie sans que l'État ottoman ne devienne une partie belligérante. Wangenheim explique la situation à ses supérieurs : « Aucun homme d'État ottoman n'assumera la responsabilité d'une guerre contre les trois grandes puissances [l'Entente] sans garanties pour la sécurité de Constantinople »<sup>30</sup>. Il est typique de cette attitude d'attribution qu'en même temps que l'annonce de la neutralité (après l'accord secret avec les Allemands), Enver, comme nous le verrons, fasse également une offre à Saint-Petersbourg, que Sazonov ne refuse pas, et qu'il en informe Paris et Londres. Il est évident que l'objectif des Ottomans était de rester en dehors de la guerre, curieux de voir ce que l'Entente leur offrirait en échange du maintien de leur neutralité. Il semble évident que le gouvernement tsariste aurait eu le plus à offrir à cet égard, car il avait un réel intérêt vital à la neutralité turque.

Le 10 août 1914, un événement décisif pour l'avenir de l'Empire ottoman se produit et contribue à son entrée en guerre : deux navires de guerre allemands, le *Goeben* et le *Breslau*, sous le commandement de Wilhelm Souchon, pénètrent dans le détroit pour renforcer la flotte ottomane en mer Noire. En particulier, le *Goeben* de 23 000 tonnes, nouvellement construit, valait beaucoup : sa vitesse et sa puissance de feu surpassaient de loin toutes les unités de la flotte russe de la mer Noire, qui était principalement engagée dans des tâches de défense côtière<sup>31</sup>. L'arrivée des navires est accueillie à Constantinople avec une grande joie par Wangenheim et l'ambassadeur austro-hongrois Pallavicini, qui, après avoir bombardé certaines villes portuaires de l'Algérie française le 4 août pour empêcher les militaires coloniaux de se rendre en France, ont réussi à échapper à la marine britannique, qui les poursuivait depuis les eaux italiennes<sup>32</sup>. Rétrospectivement, on peut dire que cette évasion fut

<sup>28</sup> United States Department of State, *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States* [FRUS]. 1914, *Supplement, The World War*, United States Government Printing Office, Washington, 1928, pp. 50-51.

<sup>29</sup> A. Rüstem Bey, « The Position of Turkey », *The World's Work*, Vol 28 (1914), pp. 518-523. Rüstem est né Alfred Bilinski, son père était un aristocrate polonais qui a quitté la Pologne et s'est converti à l'islam. Sur sa vie, voir Syed Tanvir Wasti, « Ahmed Rüstem Bey and the End of an Era », *Middle Eastern Studies*, 48/5 (2012), pp. 781-796.

<sup>30</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., pp. 124.

<sup>31</sup> Outre ce croiseur de bataille blindé, la Kaiserliche Marine dispose en 1914 de quatre autres croiseurs en Méditerranée (le *Breslau* est en Méditerranée depuis 1913). L'intention de Berlin était de s'implanter solidement dans cette région avec leur aide et de signaler aux autres puissances, en particulier à la France, qu'elle ne se désintéressait pas de cette région. Daha Chérif Ba, « Le Maroc en Méditerranée occidentale. Des disputes à la "rationalité" coloniale, du XVII<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle », *Mediterrán Tanulmányok XXIII*, Szeged, 2014, pp. 49-85.

<sup>32</sup> Un Français a été tué pendant le bombardement. Il est probablement la première victime française de la Grande Guerre. Pour plus de détails sur les persécutions, voir Admiral Sir A. Berkeley Milne, *The Flight of the 'Goeben' and the 'Breslau'. An Episode in Naval History*, Eveleigh Nash Company, London, 1921 ; Sir Julian S. Corbett, *Naval Operations Vol. I. To the Battle of the Falklands, December*

l'un des plus grands succès des Allemands dans la guerre navale et l'un des échecs les plus significatifs de l'Entente pendant toute la guerre mondiale. Cependant, l'arrivée du *Goeben* et du *Breslau* a été considérée comme un pari, car selon les règles internationales en vigueur, les Turcs auraient dû fermer le détroit à tous les navires de guerre, ce qu'ils n'ont pas fait cette fois-ci (la décision a été prise personnellement par Enver Pacha qui gagnait de plus en plus de pouvoir sans le consentement du gouvernement). Les compétences diplomatiques de l'ambassadeur d'Allemagne d'une cinquantaine d'années, robuste et aux cheveux de soie, ont joué un grand rôle à cet égard. Le 16 août, il convainc Berlin que les deux cuirassés soient « remis » à la Turquie, ce que le gouvernement ottoman a accepté volontiers. La question des navires a été abordée pour la première fois lors des négociations préparatoires au traité d'alliance germano-ottomane. Enver et Said Halim ont proposé qu'en échange de 80 millions de marks, les cuirassés pourraient rejoindre la flotte ottomane, ce qui serait également une bonne décision, car de cette manière, l'Empire ottoman neutre ne violerait pas ses obligations internationales. L'idée de Guillaume II ne s'y est pas opposé et Liman von Sanders l'a explicitement soutenu, de sorte que le transfert a pu avoir lieu. Les Allemands ont en fait accepté l'accord en grinçant les dents, car ils se sont rendu compte que s'ils refusaient, ils pourraient s'aliéner la Porte et même la jeter dans les bras de l'Entente. En échange de l'admission dans les détroits des navires allemands en situation difficile, poursuivis par la flotte britannique en Méditerranée, les Jeunes-Turcs ont arraché à Berlin de sérieuses concessions : l'annulation des capitulations et le partage des butins de guerre après la victoire allemande espérée. Les Allemands ont accepté de soutenir la récupération par la Grèce des îles de la mer Égée perdues lors des guerres balkaniques et la récupération par la Russie des territoires au-delà du Caucase perdus lors de la guerre de 1877-1878, donnant aux Ottomans l'occasion de « prendre contact avec les musulmans russes » vivant là-bas<sup>33</sup>. Enver Pacha s'est adressé à Vienne avec une demande similaire, suggérant que les navires austro-hongrois dans les eaux ottomanes appartiennent à Istanbul afin de renforcer la flotte. Cependant, cette tentative restait vaine, car la Monarchie ne disposait pas de bateaux adaptés à des fins militaires dans la région.

Les navires ancrés dans la baie de la Corne d'Or font l'effet d'une bombe diplomatique et renforcent naturellement l'orientation allemande d'Istanbul. Henry Morgenthau, l'ambassadeur américain à Constantinople, a peut-être été l'interprète le plus éloquent : « Quelques semaines après que le *Goeben* et le *Breslau* eurent installé leur siège permanent dans le Bosphore, le ministre des Finances, Djavid Bey, rencontra un éminent avocat belge qui se trouvait à Constantinople. "J'ai une terrible nouvelle à vous annoncer", a déclaré le sympathique homme d'État turc. "Les Allemands viennent d'occuper Bruxelles." Le petit politicien turc noua les bras réconfortant autour des épaules du Belge. "Mais j'ai une autre terrible nouvelle à vous annoncer", ajoute-t-il en désignant la baie où sont ancrés le *Goeben* et le *Breslau*. "Les Allemands viennent d'occuper également la Turquie." »<sup>34</sup>

Cependant, l'arrivée de navires prenant des noms turcs (*Yavuz Sultan Selim*, *Midilli*) et l'habillement de l'équipage en uniforme ottoman ne règlent pas encore la question de l'entrée en guerre, même si les préparatifs militaires s'accélérent. Le 12 août, un barrage de mines

---

1914, Longmans and Green, London, 1921. <http://www.naval-history.net/WW1Book-RN1a.htm#3>, consulté le 13 décembre 2014.

<sup>33</sup> Trumpener, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 28.

<sup>34</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., pp. 103-106, 110.

est installé à l'entrée du Bosphore et des Dardanelles, les phares sont obscurcis et tous les navires doivent demander la permission au pilote. Il est apparu clairement qu'en cas de conflit, la flotte russe de la mer Noire serait contrainte de se défendre, tandis que les Turcs pourraient mener des actions offensives. Le 15 août, l'ambassadeur russe à Londres, Benskendorf, déclare au ministre britannique des Affaires étrangères, Grey, que « les Turcs, qui considèrent les Russes comme leurs ennemis permanents, peuvent considérer la situation actuelle comme favorable, car ils peuvent éviter que la Russie ne prenne leur empire par la force »<sup>35</sup>. Ajoutons que la marine ottomane est désormais également sous contrôle allemand. Le 11 août, Morgenthau rapporte que « les officiers supérieurs du *Goeben* ont été mis au service de la Turquie. La mission militaire allemande est doublée d'une mission navale. La situation a donc complètement changé »<sup>36</sup>. L'amiral anglais Limpus, qui avait été employé comme commandant de facto de la marine ottomane, a été rappelé des navires par la Porte à la mi-août et contraint d'accepter un emploi de bureau au ministère de la Marine<sup>37</sup>. Le 26, l'amiral rapporte que « Constantinople est pour l'instant entièrement aux mains des Allemands »<sup>38</sup>. Londres, voyant sa situation intenable, lui ordonne de rentrer chez lui le 13 septembre. Il est remplacé le 24 par Souchon, et presque tous les postes de direction importants sont tombés aux mains d'officiers allemands<sup>39</sup>.

Constatant la neutralité des Turcs au début du mois de septembre, les chefs d'état-major des Puissances centrales s'impatientent de plus en plus. Le collègue du chef d'état-major allemand Helmuth von Moltke au sein de la Monarchie, le général Conrad von Hötzendorf, incite les Ottomans à entrer en guerre en raison de la situation critique sur le front de Galicie, et notamment à débarquer des troupes près d'Odessa. Bien que cette possibilité ait été étudiée à Istanbul, aucune mesure n'a été prise en dépit de la pression de Liman, puisqu'on a estimé que si la flotte se dirigeait vers la côte russe, les Dardanelles seraient laissées sans défense face à une éventuelle contre-attaque de l'Entente. En réalité, la plupart des officiers allemands à Constantinople (dont l'amiral Souchon), mais aussi les milieux gouvernementaux berlinois eux-mêmes, considèrent qu'une telle opération est trop risquée. Au lieu de cela, les Ottomans sont incités à attaquer l'Égypte, ce qui pourrait porter un coup aux Britanniques. Pour la Monarchie, c'était toutefois inacceptable, car il aurait été dans l'intérêt de Vienne que la Porte agisse contre la Russie et sur la péninsule balkanique. Bien sûr, Berlin n'y aurait pas vu d'inconvénient, mais les Allemands ne considéraient pas la guerre des Ottomans contre les Russes comme urgente tant que l'Allemagne n'était pas obligée de se battre sur deux fronts. Il semble également que les Allemands, au mois d'août, ne se souciaient guère de la neutralité turque<sup>40</sup>, même si les responsables de la politique étrangère

<sup>35</sup> Sean McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge – London, 2011, p. 108.

<sup>36</sup> *FRUS. 1914, Supplement, The World War*, op. cit., pp. 62-63.

<sup>37</sup> Joseph Heller, « Sir Louis Mallet and the Ottoman Empire : The Road to War », *Middle Eastern Studies*, 12/1 (1976), pp. 3-44.

<sup>38</sup> David Fromkin, *A Peace to End All Peace. The Fall of the Ottoman Empire and the Creation of the Modern Middle East*, Henry Holt, New York, 1989, p. 66.

<sup>39</sup> Larcher, *La guerre turque dans la guerre mondiale*, op. cit., pp. 54-55.

<sup>40</sup> Pour l'instant, Wangenheim (avec Pallavicini) s'oppose explicitement à l'abandon de la neutralité turque, car il considère leur entrée en guerre comme inutile pour la Triple Alliance. Nous savons également que le 27 août, Wangenheim a personnellement déclaré à son homologue américain que

et de l'armée avaient des opinions différentes. Selon Aksakal, la première « crise » entre les deux alliés à propos de la non-entrée en guerre des Ottomans a commencé le 19 août et s'est terminée en quelques jours. Sous l'impulsion de Guillaume II, Enver demande de la patience et répond que la révolte des musulmans soumis à l'Entente dans le Caucase, en Inde, en Perse, en Afghanistan et en Afrique du Nord est en cours, mais qu'il faut d'urgence distribuer 4 000 fusils aux musulmans de Géorgie. Jusqu'à la fin du mois d'octobre, cette pratique est devenue habituelle : les dirigeants ottomans répètent qu'ils vont bientôt entrer en guerre, mais en attendant, ils demandent de l'aide et du ravitaillement. Face à l'urgence de Liman, Enver explique qu'en tant que soldat, il est d'accord avec lui sur la nécessité d'une action immédiate, « mais en tant que ministre, il ne peut se permettre de se laisser guider par la seule émotion ; son premier devoir est de penser politiquement avant tout et d'agir en accord avec l'ordre politique général de son pays ». Décrit par la postérité comme un « faucon de guerre », Enver a fait valoir avec bon sens que l'empire n'était pas encore prêt pour le combat armé et qu'en attendant, la neutralité valait plus pour les Puissances centrales qu'une entrée en guerre sans préparation. Le ministre de la Guerre a souvent plaidé verbalement en faveur d'une guerre immédiate, mais en réalité, il s'y est opposé jusqu'à la mi-octobre<sup>41</sup>. Berlin, voyant cela, se contente officiellement pour l'instant de laisser la Porte différer son entrée en guerre et d'inciter ainsi les puissances de l'Entente à stationner d'importantes forces militaires dans le Caucase, dans le canal de Suez, à défendre l'Inde en Perse et à stationner des navires de guerre à l'entrée des Dardanelles<sup>42</sup>.

Quoi qu'il en soit, les Britanniques et leurs alliés poursuivent une politique plutôt modérée tout au long du mois d'août, leurs ambassadeurs à Istanbul n'essayant même pas de faire des ouvertures sur les promesses allemandes. Certes, l'arrivée de *Goeben* et de *Breslau* a fait l'objet de vives protestations<sup>43</sup>. Ils ont fait de leur mieux pour empêcher les Ottomans de laisser entrer les cuirassés allemands. Les Russes ont même autorisé leur flotte de la mer Noire à les couler lorsqu'ils arriveront dans le Bosphore. C'est ce qu'écrit Sazonov à l'ambassadeur russe à Constantinople, Girs, le 9 août, la veille de l'accostage des navires : « Au cas où le *Goeben* et le *Breslau* entreraient dans les Dardanelles sous pavillon allemand, nous autoriserons l'amiral Eberhardt [le commandant de la flotte de la mer Noire] à prendre toutes les mesures en son pouvoir pour les empêcher d'atteindre la mer Noire, pour les détruire même si nous devons violer les eaux turques au cours de ce processus ». Selon le ministre des Affaires étrangères, cela aurait pu déclencher une déclaration de guerre de la part de l'Empire ottoman, ce qu'il voulait éviter à tout prix à l'époque, car il pensait qu'« une guerre avec la Turquie ne serait pas à notre avantage à l'heure actuelle »<sup>44</sup>.

Les envoyés de l'Entente ont été chargés par leurs gouvernements de maintenir la neutralité turque aussi longtemps que possible. En fait, l'Entente n'est pas parvenue à une position unie sur la question turque et n'a donc pas tenté d'une manière concertée d'empêcher l'Empire ottoman d'entrer en guerre. L'objectif de Londres est double : maintenir la Tur-

---

« L'Allemagne souhaite que la Turquie soit neutre, mais qu'elle entend en même temps empêcher la Russie de s'emparer de Constantinople ». *FRUS. 1914, Supplement, The World War*, op. cit., p. 79.

<sup>41</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., pp. 137-141.

<sup>42</sup> Henry Morgenthau, *Ambassador Morgenthau's Story*. Doubleday, Page & Company, New York, 1918, pp. 96-97.

<sup>43</sup> Djemal Pasha, *Memories of a Turkish Statesman*, op. cit., p. 122.

<sup>44</sup> McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, op. cit., p. 104.

quie en dehors de la guerre le plus longtemps possible et faire comprendre que Constantinople sera seule responsable d'un éventuel état de guerre<sup>45</sup>. Aksakal explique cette dernière ambition par le fait qu'après la victoire espérée dans la guerre, l'Entente pourrait plus facilement réaliser ses projets de partage de l'Empire ottoman, puisqu'elle pourrait le faire plus efficacement et surtout légitimement, en prétendant que les Ottomans étaient les agresseurs<sup>46</sup>.

Bien sûr, plusieurs précautions ont été prises, comme le placement des flottes britanniques et françaises de Méditerranée sous commandement conjoint français le 6 août. Après l'arrivée des navires de guerre allemands dans le Bosphore, le ministre des Affaires étrangères Grey a immédiatement averti les autorités britanniques du Caire que cela signifiait l'adhésion de l'Empire ottoman à l'Allemagne et que la Porte pouvait lancer une attaque contre l'Égypte à tout moment<sup>47</sup>. Il déclare à la Porte que la neutralité est dans l'intérêt de l'État ottoman, mais que s'il se range du côté des Puissances centrales, il devra faire face aux « conséquences les plus graves »<sup>48</sup>. Une politique plus radicale que cette position « modérée » est préconisée par le Premier Lord de l'Amirauté, Winston Churchill, qui, au début du mois de septembre, appelle à une attaque immédiate des détroits et, si nécessaire, au naufrage du *Goeben* et du *Breslau*<sup>49</sup>. Grey, mais aussi le Premier ministre Herbert Asquith et le ministre de la Guerre Kitchener ne soutiennent pas la proposition du jeune Churchill, estimant qu'une telle décision ferait de la Grande-Bretagne un agresseur et inciterait les Ottomans à entrer en guerre aux côtés des Puissances centrales<sup>50</sup>.

Paris et Londres craignent l'entrée en guerre de l'Empire ottoman et s'abstiennent de lancer toute opération contre l'État du sultan-calife, car ils ne savent pas quel en serait l'effet sur les millions de musulmans vivant dans leurs colonies, notamment en Afrique du Nord et en Inde. Bien entendu, ils n'ont pas l'intention de faire des concessions significatives à la Porte, même si le ministre des Finances Djavid, favorable à l'Entente, a rendu visite aux ambassadeurs occidentaux à la mi-août pour voir ce qu'ils offriraient en échange de la neutralité de l'empire<sup>51</sup>. Djemal Pacha, qui rencontre l'ambassadeur britannique le 20 août, explique que la Porte serait heureuse de rejoindre les puissances de l'Entente si celles-ci acceptaient d'abolir les capitulations et de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'empire<sup>52</sup>. Cependant, aucune réponse significative n'a été reçue. À la lumière de tous ces éléments, il semble que le ministère britannique des Affaires étrangères soit arrivé à la fin

<sup>45</sup> Winston Churchill, *The World Crisis 1911-1918*, t. I, Odhams Press, London, 1938, pp. 536-537; Sir George Buchanan, *My Mission to Russia and Other Diplomatic Memories*, t. I, Cassel and Company, London, 1923, pp. 223-224.

<sup>46</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., p. 134.

<sup>47</sup> Corbett, *Naval Operations Vol. I*. op. cit., <http://www.naval-history.net/WW1Book-RN1a.htm#5>, consulté le 13 décembre 2014.

<sup>48</sup> Howard, *The Partition of Turkey*, op. cit., p. 93.

<sup>49</sup> A. L. MacFie, « The Straits Question in the First World War, 1914-18 », *Middle Eastern Studies*, 19/1 (1983), pp. 43-74.

<sup>50</sup> Fromkin, *A Peace to End All Peace*, op. cit., p. 66.

<sup>51</sup> McMeekin, *The Ottoman Endgame*, op. cit., p. 117.

<sup>52</sup> Djemal Pasha, *Memories of a Turkish Statesman*, op. cit., p. 123.

du mois d'août à la conclusion que l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des Puissances centrales était inévitable<sup>53</sup>.

La réticence à l'égard des Ottomans se manifeste par le fait qu'il faut attendre le 23 août pour que soit publiée la note commune dans laquelle l'Entente s'engage à défendre l'intégrité territoriale de l'empire en échange de la neutralité turque et de l'expulsion de tous les officiers allemands (mais seulement pour la durée de la guerre). La note n'aborde pas la question arménienne, mais rappelle à la Porte qu'en tant qu'État neutre, elle doit assurer le libre passage de tous les navires marchands dans les détroits, conformément aux traités internationaux en vigueur. Enver Pacha fait monter les enchères et demande carrément si l'Entente est prête à reconnaître la souveraineté ottomane sur la Tunisie, l'Algérie et l'Égypte, qui avaient été des possessions turques mais qui étaient des possessions coloniales des Français et des Britanniques depuis des décennies. En tout cas, Constantinople n'a jamais reconnu la souveraineté étrangère sur ses anciennes provinces. L'Entente n'a pratiquement pas réagi. Les ambassadeurs ne sont même pas disposés à négocier l'abolition des capitulations, qui sont défavorables aux Ottomans, mais seulement des concessions mineures. Malgré cela, Istanbul publie le 9 septembre un décret abolissant les capitulations, qui constituent un « obstacle au progrès », en justifiant cette décision par le droit international et des considérations financières et fiscales, qui contribuent également à renforcer la souveraineté de l'empire<sup>54</sup>. L'ambassadeur britannique Mallet, surpris et abasourdi, proteste en vain, arguant que l'abolition des capitulations ne peut être un acte unilatéral, puisqu'elle ne peut être abolie que par l'ensemble des signataires du traité. Il a fait valoir qu'il était inacceptable que, alors que l'armée turque était sous contrôle allemand, des citoyens britanniques puissent être traduits devant des tribunaux tures. Cela est d'autant plus remarquable que la question des capitulations était l'un des problèmes les plus importants dans les relations entre l'Empire ottoman et les puissances européennes. Il est caractéristique que non seulement les Britanniques, mais aussi les ambassadeurs austro-hongrois, allemands et italiens aient été choqués par la nouvelle (la première colère de Wangenheim l'a même conduit à menacer de plier bagage avec la mission militaire et de rentrer immédiatement dans son pays), l'explication étant que cette décision unilatérale supprimait la base de la protection des chrétiens dans l'empire. Pallavicini, le doyen du corps diplomatique, propose de protester auprès de la Porte au nom de toutes les grandes puissances. Seuls les Russes sont prêts à accepter l'abolition des capitulations en échange du maintien de la neutralité de l'empire et de l'expulsion des officiers allemands. L'Entente n'est donc pas disposée à faire des concessions majeures à la Porte. « Ils ne sont jamais allés plus loin dans leur offre et n'ont jamais rien proposé d'autre », écrira plus tard Talaat Pasha<sup>55</sup>. Selon Rogan, à la fin du

<sup>53</sup> Heller, « Sir Louis Mallet and the Ottoman Empire », op. cit.

<sup>54</sup> Circulaire du gouvernement ottoman sur l'abolition des capitulations. Istanbul, le 9 septembre 1914. Lugosi Győző (éd.), *Dokumentumok a Közel-Kelet XX. századi történetéhez* [Documents pour l'histoire du Proche-Orient au XX<sup>ème</sup> siècle], L'Harmattan, Budapest, 2006, pp. 23-24.

<sup>55</sup> Talaat Pasha, *Posthumous Memoirs. The allies evasive*.

[http://en.wikisource.org/wiki/Posthumous\\_Memoirs\\_of\\_Talaat\\_Pasha/The\\_allies\\_evasive](http://en.wikisource.org/wiki/Posthumous_Memoirs_of_Talaat_Pasha/The_allies_evasive), consulté le 27 février 2014.



mois d'août et au début du mois de septembre, « l'offre allemande était la meilleure sur la table », raison pour laquelle les Pouvoirs centraux ont finalement été choisis<sup>56</sup>.

Les autorités ottomanes ont rapidement remplacé le système aboli des capitulations par de nouvelles lois. La nouvelle législation concerne le statut des étrangers vivant dans l'Empire en vertu de la loi entrée en vigueur le 23 février 1915. La loi provisoire prévoit l'égalité des droits et des obligations entre les étrangers et les citoyens ottomans. Elle prive les étrangers de leurs droits politiques et des privilèges dont ils jouissaient auparavant dans le système judiciaire. Dès l'entrée en guerre des Ottomans, la circulation des étrangers à l'intérieur de l'empire est strictement réglementée : ils doivent déclarer leur identité aux autorités de police de leur lieu de résidence, en donnant leur nom et celui de leur famille, afin d'obtenir un permis d'établissement ou de voyage. Il fallait se présenter à la police avant chaque voyage et seuls les étrangers de religion islamique qui se rendent au pèlerinage de la Mecque sont exemptés de cette obligation. Le ministère de l'Intérieur peut expulser tout étranger et une simple décision des gouverneurs suffit à éloigner un étranger des lignes de front<sup>57</sup>.

L'abolition des capitulations, saluée par la presse ottomane avec euphorie comme un acte de « décolonisation », n'est pas la seule mesure prise pour renforcer la souveraineté et réduire l'influence étrangère. La nouvelle politique économique, dite « nationale », marque une rupture avec la politique libérale et de libre marché au sens classique du terme menée depuis 1908, dont les Jeunes-Turcs avaient espéré la croissance économique et qu'ils avaient déçue. L'objectif est désormais de créer une bourgeoisie « nationale » forte, composée de marchands musulmans entrepreneurs, de membres de guildes et de bureaucrates<sup>58</sup>. Pendant les années de guerre, on a soutenu l'accumulation de capital par cette nouvelle bourgeoisie, ce qui a conduit à la création de quatre-vingts nouvelles sociétés anonymes entre 1916 et 1918, regroupant des marchands et des petits entrepreneurs dans des entités plus grandes. Cela s'est accompagné d'une discrimination à l'encontre des hommes d'affaires grecs et arméniens, par exemple en les obligeant à inclure des musulmans dans les conseils d'administration de leurs entreprises. Les premières mesures de cette politique ont été prises immédiatement. Le 2 août, le remboursement de la dette extérieure a été interrompu. À partir du 22 septembre, Djavid Bey a augmenté les droits d'importation de 11 à 15 % en plusieurs étapes. Le 1<sup>er</sup> octobre, il a été annoncé que les fonctionnaires étrangers seraient renvoyés chez eux, que les étrangers et les milliers de citoyens ottomans sous protection consulaire devraient payer des impôts et que les bureaux de poste gérés par des étrangers seraient fermés, ce qui a suscité de nouvelles protestations de la part des grandes puissances (bien que l'Allemagne et la Monarchie se soient par la suite abstenues de toute action commune). Le 3 octobre, Girs apprend que la Porte veut changer le statut du Liban, quasi-dépositaire des grandes puissances et à majorité chrétienne. Une fois de plus, les protestations de l'Entente restent vaines : les écoles dirigées par des étrangers sont soumises au droit commun turc, les tribunaux mixtes sont fermés et le ministre de l'Intérieur Talaat ordonne aux gouverneurs de province d'empêcher les consuls français, qui ont le droit de le

<sup>56</sup> Eugene Rogan, *The Fall of the Ottomans. The Great War in the Middle East, 1914-1920*, Penguin Books, London, 2015, p. 49.

<sup>57</sup> Vincent Cloarec, *La France et la question de Syrie (1914-1918)*, CNRS, Paris, 2010, pp. 91-92.

<sup>58</sup> Ayhan Aktar, « Economic Nationalism in Turkey: the Formative Years, 1912-1925 », *Boğaziçi Journal, Review of Social, Economic and Administrative Studies*, 10/1-2 (1996), pp. 263-290.

faire depuis des siècles, d'intervenir dans les affaires religieuses impliquant des chrétiens, même s'il s'agit de citoyens spécifiquement français<sup>59</sup>.

Dans les premiers jours d'août, le gouvernement jeune-turc est très déçu par les Britanniques. La raison principale en est que les relations de l'État ottoman avec la Grèce sont restées extrêmement tendues après la deuxième guerre balkanique. Les îles perdues de la mer Égée sont désespérément réclamées par la Porte, de sorte qu'un nouveau conflit armé est attendu à tout moment depuis l'été 1913. En 1912, afin de renforcer la marine ottomane et d'atteindre la parité avec la flotte grecque dans la mer Égée, deux cuirassés sont commandés aux entreprises britanniques Vickers et Armstrong Whitworth, au prix d'un important effort financier de la part de tout l'empire<sup>60</sup>. Au début du mois d'août 1914, les navires ont été construits et l'un d'entre eux, avec 14 canons de 305 mm, est considéré comme le navire de guerre le plus lourdement armé au monde<sup>61</sup>. Mais à la dernière minute, le 3 août, Churchill annonce l'expropriation des cuirassés au profit de la Royal Navy pour des raisons de « sécurité nationale ». Fin juillet, l'amiral Limpus s'est rendu en vain en Angleterre pour escorter l'un des navires jusqu'à Constantinople, où il devait être accueilli lors d'une cérémonie témoignant de l'amitié britannico-ottomane<sup>62</sup>. Il était évident que Londres ne voulait pas renforcer la flotte turque à un moment où l'orientation allemande d'Istanbul se renforçait. Le gouvernement russe, craignant que l'escadre ottomane ne prenne le dessus en mer Noire, fait un lobbying intense pour obtenir cette décision, accordant une « grande importance » à la question et mettant tout en œuvre pour dissuader Londres d'affaiblir les positions russes au Proche-Orient<sup>63</sup>. Le 30 juillet, après que le tsar a décidé la mobilisation générale, Sazonov envoie le télégramme suivant à son ambassadeur à Londres : « Il est de la plus haute importance que la Turquie n'obtienne pas les deux dreadnoughts. [...] La construction de ces navires est si avancée que l'un d'entre eux pourrait être prêt à appareiller pour la Turquie en quelques semaines et l'autre en quelques mois. Veuillez sensibiliser le gouvernement britannique à l'importance primordiale de cette question pour nous et insistez vigoureusement pour que ces navires restent en Angleterre »<sup>64</sup>. Dans un premier temps, Londres a refusé d'écouter les demandes russes, affirmant que le gouvernement ne pouvait pas intervenir en raison de contrats privés, mais lorsque les Grecs ont menacé d'engager une guerre préventive contre la Turquie avant l'arrivée des dreadnoughts, les Britanniques ont retenu les navires.

Cette décision, logique du point de vue de l'Entente, a cependant provoqué un choc et une humiliation nationale dans tout l'Empire ottoman, notamment en raison de l'effort financier mentionné plus haut. « Je n'oublierai jamais, jamais, la douleur que j'ai ressentie

<sup>59</sup> Bompard, « L'entrée en guerre de la Turquie », op. cit., pp. 261-288.

<sup>60</sup> Les dons publics ont été organisés par la populaire Société nationale d'aide, créée en 1909. Il n'est pas étonnant que les armements soient devenus une source de fierté nationale et que le renforcement de la marine soit devenu un symbole des efforts ottomans de modernisation et de renouvellement. Trois autres achats de dreadnought sont prévus, l'un en provenance de Grande-Bretagne et les deux autres des États-Unis.

<sup>61</sup> John Keegan, *Az első világháború* [La Première Guerre mondiale], Európa Kiadó, Budapest, 2010, p. 434.

<sup>62</sup> Fromkin, *A Peace to End All Peace*, op. cit., p. 55.

<sup>63</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., p. 126.

<sup>64</sup> McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, op. cit., p. 102.

en apprenant cette terrible nouvelle », se souvient Djemal Pacha, le ministre de la Marine<sup>65</sup>. Début juillet, peu après l'assassinat de Sarajevo, il s'est rendu en France à l'invitation du gouvernement parisien pour observer un exercice naval français. Dans le même temps, il rencontre les officiers turcs chargés d'assurer la liaison avec l'entreprise britannique de construction navale. Les officiers rapportent à Djemal que « les Britanniques se comportent de façon très étrange. Ils sont apparemment toujours à la recherche d'une excuse pour retarder l'achèvement et la livraison des cuirassés ottomans ». Le ministre a ordonné aux officiers de retourner chercher les navires immédiatement, et si nécessaire, on va y mettre la dernière main à Istanbul. Mais cela ne pouvait plus se produire. La confiscation des navires a tellement choqué le ministre, jusqu'alors pro-français, qu'il s'est retourné contre l'Entente et a commencé à soutenir le rapprochement avec les Puissances centrales. Et Talaat d'écrire : « Après cela, nous avons du mal à croire que l'Angleterre tiendrait vraiment sa promesse d'intégrité turque »<sup>66</sup>. Le dernier espoir de renforcer l'indépendance de l'empire avec l'aide des Britanniques est perdu. Lorsqu'Enver Pacha demande à Churchill que la Grande-Bretagne verse une généreuse compensation à Istanbul pour les navires de guerre expropriés, le ministre de la Marine répond que cela ne peut se faire que si le *Goeben* et le *Breslau* quittent immédiatement les eaux ottomanes. Sans surprise, lorsque les ambassadeurs de l'Entente avertissent la Porte que la saisie du *Goeben* et du *Breslau* viole le principe de neutralité, le Grand Vizir répond qu'ils ont été contraints de prendre cette mesure en raison de l'expropriation des deux cuirassés turcs qu'ils avaient payés. Il en va de même pour la saisie et la confiscation des fournitures étrangères, principalement russes, dans les ports ottomans et ailleurs, sur ordre d'Enver Pacha, qui a déclaré que non seulement les Ottomans mais aussi tous les citoyens de l'empire devaient contribuer aux préparatifs de la guerre<sup>67</sup>. En Syrie, des machines à coudre ont été collectées à titre de « contribution » et transportées vers une usine de textile produisant des uniformes pour les unités militaires locales. À Adana et à Bagdad, des centaines de caisses de kérosène ont été saisies auprès de compagnies pétrolières étrangères. Selon certaines estimations, au cours des six premiers mois de la mobilisation, l'État ottoman a confisqué des biens d'une valeur de 50 millions de dollars<sup>68</sup>. En outre, les Jeunes-Turcs forcent les Grecs vivant sur la côte égéenne à émigrer, et proposent même à Athènes de les échanger. Pour beaucoup, il semble évident que la décision provocatrice des Britanniques a non seulement servi de prétexte à l'acquisition de navires de guerre allemands, mais a également accéléré la dérive de l'empire vers la guerre aux côtés des Puissances centrales.

Mais ce n'est pas la raison la plus importante de l'entrée en guerre des Ottomans. L'ancien policier ottoman Wyndham Deedes, un Britannique rentré à Londres en août après avoir quitté Istanbul via Berlin, a rendu visite à son vieil ami, l'ambassadeur ottoman. Le diplomate lui répond sans ambages que ce n'est pas la question des navires de guerre qui fait basculer son pays du côté des Puissances centrales. La politique de la Porte est dictée par la crainte de l'expansionnisme russe, car une victoire de l'Entente dans la guerre mon-

<sup>65</sup> Djemal Pasha, *Memories of a Turkish Statesman*, op. cit., p. 116.

<sup>66</sup> Talaat Pasha, *Posthumous Memoirs. The allies evasive*, op. cit.

<sup>67</sup> En réponse, les Russes arrêtent les sujets ottomans dans leurs ports et ne leur permettent pas de rentrer chez eux. Rien qu'à Batumi (aujourd'hui Batumi), plus d'un millier de personnes attendaient un permis. Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., pp. 108-109.

<sup>68</sup> Rogan, *The Fall of the Ottomans*, op. cit., p. 59.

diale entraînerait la partition de l'Empire ottoman, alors qu'en cas de triomphe des Puissances centrales, il n'y aurait pas de partition. Malgré la vaine affirmation de Deedes selon laquelle l'Entente ne souhaite pas le partage de l'empire, l'ambassadeur lui rappelle que les Occidentaux ont donné de nombreuses garanties pour maintenir l'intégrité territoriale de l'État ottoman, mais qu'ils n'ont jamais tenu leur parole<sup>69</sup>. Les propos de l'ambassadeur sont confirmés par les discussions de Djemal en France mentionnées plus haut. Après avoir visité l'exercice militaire le 14 juillet, il s'est rendu de Toulon à Paris, où il s'est entretenu avec Pierre de Margerie, directeur politique du Quai d'Orsay. Il suggère ouvertement au diplomate que l'Empire ottoman pourrait être intégré à l'Entente, tout en étant protégé de la menace russe. En retour, la Turquie serait un allié loyal de la France et de la Grande-Bretagne, contribuant à « forger un cercle de fer autour des Puissances centrales ». Mais la réponse est évasive : le diplomate français explique prudemment que son gouvernement ne peut conclure une alliance avec les Ottomans qu'avec l'accord de ses alliés, ce qui est « très douteux » à l'heure actuelle. Pour Djemal, cela équivaut à un refus catégorique : « Je comprends parfaitement que la France soit convaincue qu'il est impossible pour nous d'échapper à la main de fer de la Russie et qu'en aucun cas elle ne mérite de nous aider. » Le 18 juillet, il rentre bredouille à Istanbul<sup>70</sup>.

Fromkin évoque un épisode intéressant à propos de l'expropriation des navires de guerre. Selon lui, Enver et Talaat ont appris dès les derniers jours de juillet que Churchill ne remettrait pas les deux dreadnoughts. Le 1<sup>er</sup> août, ils proposent donc secrètement à Wangenheim, qui doute encore de l'utilité du traité d'alliance avec l'Empire ottoman, de remettre à l'Allemagne l'un des navires de guerre les plus modernes au monde, nouvellement construit par les Britanniques, en échange de la signature. Cette offre a tellement séduit l'ambassadeur qu'il a changé d'avis et s'est désormais prononcé en faveur de la conclusion du traité. En effet, les Turcs ont trompé leur interlocuteur en offrant une compensation en échange d'un accord qu'ils savaient ne pas devoir respecter en raison de la décision de Churchill. Cela a également joué un rôle dans le transfert de *Goeben* et de *Breslau* : dans les premiers jours d'août, Wangenheim plaide auprès de Berlin pour la livraison des deux croiseurs de bataille à Istanbul, en échange de l'envoi par Enver du dreadnought moderne qu'il a reçu des Britanniques dans un port allemand de la mer du Nord<sup>71</sup>.

Berlin a fait tout son possible pour gagner la confiance de son partenaire oriental. Une intense campagne de propagande est lancée, les journaux turcs financés par l'Allemagne vantant les succès militaires des Puissances centrales (invasion du Belgique et de la France du Nord)<sup>72</sup>. La victoire allemande sur les Russes à Tannenberg à la fin du mois d'août a également eu un impact considérable sur l'opinion publique ottomane. Non pas parce que l'Entente a perdu une armée entière de 150 000 hommes dans des circonstances dramatiques, mais parce que cette perte est celle de la Russie. Les journaux qualifient

<sup>69</sup> Fromkin, *A Peace to End All Peace*, op. cit., p. 66.

<sup>70</sup> Rogan, *The Fall of the Ottomans*, op. cit., pp. 38-39.

<sup>71</sup> Fromkin, *A Peace to End All Peace*, op. cit., pp. 60-62.

<sup>72</sup> L'*Osmanischer Lloyd*, lancé en 1908 et financé par Berlin dans le but de conquérir l'élite politique ottomane, a joué un rôle particulièrement important. À partir de 1914, le journal a été soutenu dans le but d'influencer l'opinion publique dans son ensemble. Voir plus d'informations Irmgard Farah, *Die deutsche Pressepolitik und Propaganda-Tätigkeit im Osmanischen Reich von 1908-1918 unter besonderer Berücksichtigung des « Osmanischen Lloyd »*, Steiner, Beirut – Stuttgart, 1993.

l'Allemagne d'amie de l'empire et l'empereur (« Hadji Wilhelm ») de défenseur intrépide de l'islam. La défaite russe a également modifié la façon de penser d'Enver. En juillet et en août, il craint que le territoire ottoman ne tombe aux mains des Russes, mais à partir de septembre, il pense que le territoire russe pourrait tomber aux mains des Ottomans. En d'autres termes, son attitude défensive antérieure a été remplacée par une attitude offensive, et il s'est engagé de plus en plus en faveur des Pouvoirs centraux. Talaat Pacha se souvient que pendant ces semaines, les ambassadeurs allemand et austro-hongrois se présentaient tous les jours à la Porte et demandaient instamment l'entrée en guerre de la Turquie : « Chaque jour, nous avons été invités à répondre à des questions de ce type : “Quand nous rejoindrez-vous ? Quand montrerez-vous votre bonne volonté en respectant les termes du contrat ?”<sup>73</sup> »

Cette urgence est renforcée par la défaite allemande à la Marne début septembre et l'échec du plan Schlieffen, qui laissent le gouvernement ottoman aussi incertain quant à l'opportunité d'entrer en guerre que l'attaque russe contre la Monarchie à Lemberg au milieu du mois. Au cours du mois de septembre, alors que la mobilisation turque était achevée, des milliers de militaires et de munitions allemands sont arrivés à Constantinople, et d'autres officiers allemands étaient placés à des postes clés dans l'armée et la marine ottomanes. Cette aide allemande, cependant, était une lutte presque désespérée contre le temps, la distance et les difficultés diplomatiques croissantes. Par conséquent, il n'a pas été possible de livrer toutes les munitions nécessaires jusqu'à l'entrée en guerre de l'Empire ottoman (Enver a demandé 500 000 grenades d'artillerie et 200 000 fusils, entre autres, et 200 mines marines pour protéger les détroits, et des obusiers de campagne, des camions, des équipements électriques, des machines-outils, des uniformes, des bottes, des couvertures et de la nourriture en conserve ont été ajoutés dans les semaines suivantes). Il est caractéristique qu'à partir de novembre, l'armée ottomane sera confrontée à une grave pénurie de munitions sur plusieurs fronts. À la mi-août, Berlin annonce l'envoi de 800 officiers et soldats, et les 170 premiers camouflés en civil arrivent sur le sol turc en train via Budapest, Bucarest et Sofia le 26 (l'armement est transporté séparément). Après cela, cependant, de graves difficultés diplomatiques sont apparues avec la Roumanie, qui a déclaré sa neutralité le 3 août, et qui, en raison des protestations russes, a contribué de moins en moins au transfert et a imposé diverses restrictions. Les cargaisons lancées ont dû être stationnées en différents points de Hongrie. Au début du mois d'octobre, le gouvernement roumain, ayant conclu un traité avec les Russes le 2, a arrêté toutes les expéditions sur son territoire<sup>74</sup>. En plus, il y avait un autre problème. Le 8 septembre, en accord avec le Grand Vizir, Enver demanda à Wangenheim des obusiers de campagne à tir rapide et des munitions, et son confident, Hans Humann, l'attaché naval allemand à Constantinople, suggéra à ses supérieurs que Berlin envoie un soutien financier substantiel à l'offensive turque contre Suez<sup>75</sup>. Cependant, lassé des attermolements des Ottomans, le général Erich von Falkenhayn, ministre allemand de la Guerre, annonce le 10 septembre qu'il suspendra tous les approvisionnements militaires jusqu'à l'entrée en guerre d'Istanbul. « Après le début des hostilités, nous essaierons à nouveau de nous conformer autant que possible aux demandes [otto-

<sup>73</sup> Talaat Pasha, *Posthumous Memoirs. The allies evasive*, op. cit.

<sup>74</sup> Ulrich Trumpener, « German Military Aid to Turkey in 1914 : An Historical Re-Evaluation », *Journal of Modern History*, 32/2 (1960), pp. 145-149.

<sup>75</sup> McMeekin, *The Ottoman Endgame*, op. cit., pp. 119-120.

manes]. » Le ministre des Affaires étrangères Jagow et Bethmann ont pris la même décision : ils ont convenu d'envoyer une petite somme, mais toute allocation supplémentaire n'était subordonnée qu'à l'entrée ottomane en guerre<sup>76</sup>.

L'impossibilité de s'approvisionner a peut-être joué un rôle dans le fait que les Ottomans hésitants ont changé d'attitude et demandé à l'Allemagne des garanties en cas de victoire. Devant la détermination des Allemands, les principaux responsables du gouvernement abandonnent la politique d'aterrissement. L'ultimatum d'entrer en guerre venant des plus hautes sphères (Guillaume II, Bethmann-Hollweg, Falkenhayn), il est devenu évident que les obligations du traité devaient être respectées. Enver Pacha est devenu le principal représentant de cette nouvelle politique et, à partir de ce moment-là, le membre du gouvernement ottoman le plus favorable à la guerre. Cela s'est traduit, entre autres, par ses négociations avec l'ambassadeur allemand en vue de l'entrée en guerre. Ce dernier connaissait bien les Turcs et savait que le plus grand avantage pour son pays serait de faire preuve d'une neutralité bienveillante et d'immobiliser une force russe importante dans le Caucase, même sans action militaire. Wangenheim, pangermaniste, exige donc de ses partenaires, conformément aux instructions de Jagow, une activité en mer Noire et une mobilisation totale de l'armée, mais Enver, invoquant des difficultés financières<sup>77</sup>, demande en contrepartie cinq millions de livres turques (2,5 milliards de dollars américains au taux de change d'aujourd'hui). La demande a été transmise au vice-ministre allemand des Affaires étrangères Zimmermann le 30 septembre par l'ambassadeur ottoman à Berlin, Moukhtar Pasha. Le vice-ministre répond que l'argent sera mis à la disposition des Ottomans dès leur entrée en guerre. Moukhtar suggère alors qu'au moins un petit prêt d'un demi-million de livres ne peut être accordé sans entrer en guerre, ce qui aurait un impact majeur dans le monde islamique et augmenterait la sympathie des Allemands, tout en renforçant la position des politiciens pro-allemands à Istanbul<sup>78</sup>. Après discussion, Zimmermann accepte de remettre les cinq millions de livres : une partie de la somme a été envoyée par l'Allemagne au début du mois d'octobre dans l'espoir d'une action ottomane immédiate. Un accord de prêt formel est également signé à Berlin le 5 octobre, en vertu duquel l'Allemagne prête à l'Empire ottoman 250 000 livres immédiatement, 750 000 livres dix jours après l'entrée en guerre, et 400 000 livres par mois, avec un taux d'intérêt de 6 %. Les parties s'attendaient à ce que la guerre se termine victorieusement au plus tard à l'automne 1915<sup>79</sup>. Après la conclusion de l'accord, le Grand Vizir et d'autres ont réaffirmé à plusieurs reprises leur amitié avec l'Allemagne, Said Halim offrant même à Berlin le contrôle total de la mer de Marmara (et du Bosphore) par l'Allemagne. Zimmermann veut profiter de l'ambiance favorable et charge les représentants allemands à Constantinople et à Téhéran de tout faire pour entraîner l'Empire ottoman et la Perse dans la guerre contre l'Entente, car « plus tôt la Russie entrera en conflit avec la Turquie et la Perse, mieux cela vaudra »<sup>80</sup>.

Mais avant que cet accord de prêt ne puisse être conclu, une nouvelle crise éclate à la mi-septembre entre Berlin et Constantinople. Guillaume II charge l'amiral Souchon

<sup>76</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., pp. 149-151.

<sup>77</sup> Le ministre des Finances, Djavid Bey, avait précédemment indiqué au gouvernement que la mobilisation devait être partiellement interrompue en raison d'un manque de fonds.

<sup>78</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., p. 167.

<sup>79</sup> Bompard, « L'entrée en guerre de la Turquie », op. cit., pp. 261-285.

<sup>80</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., p. 169.

d'effectuer des manœuvres en mer Noire avec le *Goeben* et le *Breslau*, ce qui entraînera certainement l'entrée en guerre de la Porte. Souchon est déterminé à obéir à l'ordre et, apparemment à l'insu de Djemal, il signale à Enver qu'il est en train de naviguer. Enver a donné son accord verbal à la manœuvre, estimant qu'elle créerait la panique parmi les Russes et, conformément aux intérêts ottomans, pousserait les États neutres tels que la Roumanie et la Bulgarie à se rapprocher des Puissances centrales. Mais Djemal en a vent et interdit à l'amiral allemand de quitter le Bosphore. Souchon est furieux de ce veto « honteux » et un désaccord profond s'installe entre les Allemands et les Ottomans sur la question de savoir si l'amiral doit obéir aux ordres allemands ou ottomans. Les relations sont tendues par l'échec de la Monarchie en Serbie en septembre et sa lourde défaite en Galicie (pertes de 350 000 personnes), alors que la Bulgarie n'est même pas amenée à se ranger du côté des Puissances centrales. Dans ces circonstances, le sentiment anti-guerre à Istanbul est devenu plus fort que jamais.

Berlin cherche désespérément à obtenir de Souchon qu'il fasse une démonstration navale au large des côtes bulgares et roumaines et qu'il entame des « manœuvres » en mer Noire. Pallavicini, qui travaille à une alliance turco-bulgare, va encore plus loin en poussant la Porte à rompre définitivement avec la Russie. Il propose que toute la flotte ottomane se rende sur la côte roumaine, qu'elle y débarque et qu'elle fasse passer la Roumanie, hésitante, du côté des Puissances centrales<sup>81</sup>. Le 16 septembre, cette proposition est rejetée par les membres du gouvernement qui s'opposent à l'entrée en guerre et la redoutent presque. Le Grand Vizir Said Halim, qui d'ailleurs n'était pas opposé à l'entrée en guerre, seulement ne la jugeait pas opportune pour le moment, et d'autres ont même menacé de démissionner. Le ministre de la Marine, Djemal, reproche également à Souchon de vouloir prendre seul une décision aussi capitale, alors que seul le gouvernement est habilité à la prendre, compte tenu de son caractère politique et de ses graves conséquences. Finalement, sous la pression de Talaat, Enver a accepté de révoquer l'autorisation, mais a déclaré que c'était la première et la dernière fois qu'il révoquerait un ordre qu'il avait déjà émis. Aksakal n'exclut pas qu'Enver ait en fait accepté la position de ses collègues ministres et de reporter l'action militaire, peut-être parce qu'en prévoyant la démission du Grand Vizir, on pouvait convaincre Berlin d'apporter un soutien supplémentaire sans pour autant entrer en guerre. Depuis le début du mois d'août, c'est précisément la tactique de la Porte : soutirer le plus possible aux Puissances centrales, tout en trompant l'Entente avec la promesse de maintenir la neutralité, mais seulement si les Alliés offrent beaucoup plus que Berlin et Vienne.

Le 18 septembre, Souchon accuse Said Halim de l'« attitude pusillanime et indécise » du gouvernement ottoman et le menace d'« agir selon la conscience d'un officier militaire ». Mais le Grand Vizir résiste obstinément. L'amiral demande alors qu'il puisse au moins sortir avec le *Breslau* et d'autres destroyers turcs et manœuvrer strictement dans les eaux ottomanes<sup>82</sup>. La décision prise lors du conseil des ministres du 20 septembre stipule, de façon typique, que la Porte ne peut s'attendre à ce que Souchon n'obéisse pas aux ordres de Berlin et lui reconnaisse le droit de naviguer avec le *Goeben* et le *Breslau*, mais il n'accepte plus son commandement sur le reste de la flotte ottomane, estimant que si ces navires participaient à la manœuvre, cela signifierait inévitablement l'abandon de la neutra-

<sup>81</sup> Bompard, « L'entrée en guerre de la Turquie », op. cit., pp. 261-285.

<sup>82</sup> McMeekin, *The Ottoman Endgame*, op. cit., pp. 121-122.

lité de l'Empire aux yeux de l'Entente, ce qui n'est pas souhaitable à l'heure actuelle<sup>83</sup>. Néanmoins, Wangenheim indique à Said Halim que son pays attend une action ottomane immédiate (bien que, comme nous l'avons vu, il y soit lui-même opposé), et que si Istanbul ne l'accepte pas, elle n'aura pas son mot à dire dans les négociations de paix une fois la guerre gagnée. En même temps, il explique à ses supérieurs que la situation dans les Balkans et le déroulement général de la guerre ont rendu le leadership des Jeunes-Turcs peu sûr.

Souchon, qui avouera plus tard « avoir même contre leur gré voulu pousser les Turcs à la guerre », continue d'exiger, sous l'impulsion de Guillaume II et du ministère des Affaires étrangères, de pouvoir naviguer avec l'ensemble de la flotte vers la mer Noire « à des fins d'entraînement », après quoi les ministres autorisent le *Breslau* à naviguer pendant quelques heures<sup>84</sup>. Wangenheim a déclaré que les navires ne feraient que démontrer à Petrograd et à Bucarest que la mer Noire était sous contrôle turc, tout en promettant qu'on n'avait « aucune intention d'attaquer la Russie »<sup>85</sup>. Le gouvernement et le CUP sont très divisés (le Grand Vizir et le ministre des Finances ne veulent pas entrer en guerre « prématurément ») et une crise gouvernementale se profile. Lorsque les ambassadeurs français et russes protestent auprès du Grand Vizir contre le départ des navires allemands, Said Halim leur répond astucieusement que la présence du *Goeben* et du *Breslau* « n'est pas de notre fait. Demandez aux Britanniques pourquoi ils ont été autorisés à venir ici ! »

La réticence de certains ministres à entrer en guerre est compréhensible : un an et demi à peine s'est écoulé depuis que l'empire a perdu des centaines de milliers de soldats dans les guerres balkaniques<sup>86</sup>, le pays n'est pas économiquement et socialement préparé à la guerre, et l'arrogance des officiers allemands qui apparaissent de plus en plus à Istanbul, se comportant comme les seigneurs de la ville, a provoqué la colère de certains Jeunes-Turcs nationalistes<sup>87</sup>. Certains fonctionnaires parlent avec inquiétude de « l'égyptianisation allemande de la Turquie », en référence à la domination coloniale britannique dans ce pays<sup>88</sup>. L'avertissement du 4 septembre de l'ambassadeur Rifaat Pacha à Paris est typique : « L'Allemagne est isolée et est condamnée à la défaite. Affronter l'Entente mettrait notre survie en danger. La seule politique raisonnable pour la Turquie est d'obtenir des concessions de l'Entente en maintenant une neutralité stricte et sincère »<sup>89</sup>. L'opposition pro-Entente n'est pas restée silencieuse non plus. Le prince Sabaheddin, neveu du sultan, condamné à mort par le gouvernement jeunes-turc avant la guerre et ainsi contraint de vivre en exil en Suisse et à Paris, déclare que la guerre sera « inévitablement perdue » par les Pui-

<sup>83</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., pp. 158-162.

<sup>84</sup> Mühlmann, *Deutschland und die Türkei*, op. cit., p. 72.

<sup>85</sup> *FRUS, 1914, Supplement, The World War*, op. cit., p. 111.

<sup>86</sup> L'ampleur des pertes ottomanes fait l'objet d'un débat entre les historiens. Richard C. Hall en mentionne environ 100 000 (*The Balkan Wars 1912-1913. Prelude to the First World War*, Routledge, Londres, 2000, pp. 135-136), tandis que McMeekin fait état de 340 000 victimes (50 000 morts, 100 000 blessés, 75 000 morts de maladie, 115 000 prisonniers de guerre : *The Ottoman Endgame*, op. cit., p. 80.)

<sup>87</sup> Morgenthau, *Ambassador Morgenthau's Story*, op. cit., p. 64.

<sup>88</sup> Howard M. Sachar, *The Emergence of the Middle East: 1914-1924*, Allen Lane – The Penguin Press, London, 1970, p. 26.

<sup>89</sup> Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, Yale University Press, New Haven, 1930, p. 74.



sances centrales et que si l'Empire ottoman entre en guerre à leurs côtés, il « disparaîtra de la carte »<sup>90</sup>. Le 1<sup>er</sup> août, il envoie un télégramme à Talaat Pacha pour l'avertir du danger que l'alliance avec l'Allemagne ferait courir à l'empire. Il explique qu'en cas de victoire allemande, Berlin « s'emparera tout simplement de l'Asie mineure » dans l'esprit de l'idéal pangermanique, et qu'il est donc dans l'intérêt d'Istanbul de s'allier aux États balkaniques et à l'Entente pour la survie de l'État. Il a réitéré son avertissement deux semaines plus tard, le 15. Et dans son message du 6 novembre au sultan Mehmed V après l'entrée en guerre de la Turquie, il est encore plus catégorique : « votre gouvernement condamne notre pays à la mort ». Il a ajouté : « Au lieu de provoquer la Russie de manière absurde en accueillant des navires allemands, nous devrions utiliser toute notre force contre l'Allemagne »<sup>91</sup>.

En fait, les milieux gouvernementaux ottomans n'ont pas provoqué la Russie après le déclenchement de la guerre mondiale et lui ont même proposé des négociations. Il y avait des antécédents, puisque Talaat avait déjà fait une offre d'alliance à Sazonov en mai 1914. Les entretiens du mois d'août méritent d'être rappelés car ils mettent en lumière les spécificités de la politique russe à l'égard de la Turquie à l'époque. Il est important de noter que si, pour la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis ou d'autres puissances occidentales, ce qui se passait dans l'Empire ottoman ou en Perse était en fait d'une importance secondaire pour les affaires européennes ou américaines, pour la Russie, cette région était le théâtre *principal* de ses ambitions impérialistes. En 1914, la capitale russe suit avec grand intérêt l'évolution de la situation au Moyen-Orient et met à disposition des moyens financiers illimités pour y financer des activités de renseignement (Paris, quant à elle, se concentre essentiellement sur l'Allemagne, Londres sur l'Inde et Washington sur le Mexique et l'Amérique du Sud)<sup>92</sup>.

Enver Pacha assure cyniquement à l'attaché militaire russe à Constantinople, Maksim Leontiev, le 5 août, trois jours seulement après le traité d'alliance avec les Allemands, que la mobilisation turque n'est pas dirigée contre l'État du tsar et que si la Russie le demande, ils retireront leurs troupes dans le Caucase. À la demande de Petrograd, l'armée ottomane peut être utilisée pour neutraliser n'importe quel État des Balkans en échange d'ajustements frontaliers en faveur de la Porte en Thrace occidentale. Enver a clairement indiqué que la présence militaire allemande était dans l'intérêt des Ottomans et qu'elle n'était en aucun cas destinée à servir les objectifs allemands. Le 9 août, la veille de l'arrivée du *Goeben* et du *Breslau*, Enver précise sa proposition (l'ambassadeur Girs a appris la veille l'alliance germano-turque) : transférer l'armée du Caucase en Thrace, en échange de la restitution des

<sup>90</sup> Hamit Bozarslan, « Le Prince Sabahaddin (1879-1948) », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte / Revue suisse d'histoire*, 52/3 (2002), pp. 287-301.

<sup>91</sup> Les télégrammes ont été publiés dans le journal français *La Revue mondiale*, dirigé par Jean Finot, puis repris par le *New York Times*. « "Turks Anti-German" – Sultan's Nephew. How Prince Sabaheddine, in Remarkable Series of Telegrams, Tried to Make Turkish Ruler and Government Join Allies », *New York Times*, le 21 mars 1915.

<http://query.nytimes.com/mem/archive-free/pdf?res=9A06E3D61439EF32A25752C2A9659C946496D6CF>, consulté le 13 décembre 2014.

<sup>92</sup> On a réussi à déchiffrer les codes utilisés par l'ambassade austro-hongroise à Constantinople, ce qui leur a permis de connaître le contenu de la correspondance diplomatique des Habsbourg, Sazonov avait un agent rémunéré qui rendait compte des réunions du gouvernement ottoman, etc. McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, op. cit., pp. 101, 108.

îles de la mer Égée perdues par la Turquie lors des guerres balkaniques, et conclure une alliance défensive avec la Russie pour cinq ou dix ans. Pour ce faire, il a même, de manière improbable, proposé à expulser la mission de Liman. En échange de gains territoriaux ottomans, il propose des compensations territoriales aux États balkaniques : Athènes recevrait l'Épire le long de l'Adriatique, Sofia la Macédoine et Belgrade la Bosnie. Aksakal note : le « faucon de guerre » pro-allemand Enver, connu pour ses visions impériales pan-islamiques, a donc fait une offre d'alliance anti-allemande et a proposé la cession de l'Épire musulmane habitée par les Albanais à la Grèce chrétienne !<sup>93</sup> Girs est enclin à accepter immédiatement l'offre (« un moment historique »), dont les alliés n'ont pas été informés, ce qui est intéressant (la proposition n'est devenue publique qu'en 1924)<sup>94</sup>. Il fait valoir que cela leur donnerait une influence décisive auprès des Turcs et dans les Balkans, voire au Proche-Orient, et qu'un rejet pousserait Istanbul définitivement dans les bras de l'Allemagne. Sans compter que l'alliance pourrait être utilisée pour retirer la mission militaire allemande de l'empire et forcer la Monarchie Austro-Hongroise à adopter une position stratégique difficile dans les Balkans. En conséquence, la Sublime Porte serait subordonnée à l'Empire russe, militairement en tout cas, mais peut-être aussi politiquement. L'arrivée du *Goeben* et du *Breslau* le 10 août lui fournit un argument supplémentaire pour justifier la nécessité d'une action immédiate, malgré la promesse du Grand Vizir que les navires de guerre n'entreraient pas dans la mer Noire.

Cependant, Sazonov, qui souhaite sincèrement la neutralité ottomane pour le moment, se méfie davantage des intentions de la Porte, il cherche avant tout à gagner du temps. Il demande à son ambassadeur d'être ferme, mais en aucun cas de pousser l'affaire jusqu'à une rupture forcée avec le gouvernement du sultan<sup>95</sup>. Ses alliés français lui ont assuré qu'après la victoire, ils régleraient le sort de l'Empire ottoman (et des détroits) comme ils l'entendaient, ce qui signifie qu'il était inutile de négocier avec les Turcs (nous savons que Sazonov avait déjà des idées bien arrêtées sur la prise des détroits). L'ambassadeur de Russie à Paris, Alexandre Petrovitch Izvolsky, a rapporté le 11 août que le ministre français des Affaires étrangères, Gaston Doumergue, et son entourage estiment qu'il serait utile d'offrir des garanties d'intégrité territoriale à la Porte pour apaiser les inquiétudes ottomanes. Cependant, Izvolsky ajoute : « Pour Doumergue, [ces garanties] ne nous empêcheraient pas de résoudre la question des détroits selon nos propres intentions à la fin de la guerre »<sup>96</sup>. Le chef d'état-major, Nikolai Nikolaïevitch Yanouskevitch, est également fortement opposé à l'accord avec les Ottomans. Il estime qu'il est plus dans l'intérêt de la Russie de disperser les forces armées ottomanes le long des frontières que de les concentrer dans les Balkans. En outre, la nouvelle de l'accord avec la Porte serait interprétée, selon lui, comme « un signe de notre faiblesse » au Moyen-Orient<sup>97</sup>. Cela montre également que les objectifs de guerre de la Russie concernaient réellement l'Empire ottoman, que le gouvernement était

<sup>93</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., p. 127 ; István Flesch, *Atatürk és kora* [Atatürk et son époque], Corvina, Budapest, 2004, p. 96.

<sup>94</sup> Roger Ford, *Eden to Armageddon. World War I in the Middle East*, Pegasus Books, New York, 2011, ch. 1, n. 31.

<sup>95</sup> Ronald P. Bobroff, *Roads to Glory. Late Imperial Russia and the Turkish Straits*, I.B. Tauris, London, 2006, pp. 96-116.

<sup>96</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., p. 3.

<sup>97</sup> McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, op. cit., pp. 107-108.

uni dans son soutien à son démembrement et que les dirigeants militaires étaient conscients de l'inévitabilité d'un conflit entre les deux pays. Dans ces conditions, il n'aurait pas été avantageux de déplacer les troupes russes du front caucasien vers le front polonais ou galicien, ce qui aurait été le résultat de l'offre d'Enver Pacha.

Pourtant, le 15 août, le ministre russe des Affaires étrangères déclare à Londres et à Paris qu'en échange du maintien de la neutralité turque, son pays serait prêt à garantir l'intégrité de l'empire et même à accepter le transfert à la Porte des concessions allemandes en Asie Mineure (possibilité évoquée par l'ambassadeur ottoman à Petrograd, Fakhraddin, quelques jours plus tôt). Il n'exclut pas la restitution de l'île de Lemnos à l'entrée des Dardanelles (il propose une compensation pour la Grèce), et il aurait transféré les troupes russes stationnées dans le Caucase sur le front de l'Est. Le Grand Vizir ottoman a indiqué qu'il était prêt à négocier sur cette base, ne serait-ce que parce que, ces jours-ci, on essayait de parvenir à un accord avec la Roumanie et la Bulgarie, et qu'un accord avec les puissances de l'Entente occidentale n'était pas exclu. Cependant, Théophile Delcassé, le nouveau ministre français des Affaires étrangères nommé fin août, a déclaré qu'il ne croyait pas que des négociations avec la Turquie puissent aboutir à des résultats, mais que l'objectif devait plutôt être de créer un bloc anti-ottoman d'États balkaniques. Grey a fait une remarque très similaire. S'il est favorable à la garantie de l'intégrité territoriale de l'empire en échange de la neutralité turque, il s'oppose fermement à toute cession territoriale, en particulier à la cession de Lemnos, qui aurait des répercussions négatives sur les relations entre la Grande-Bretagne et la Grèce.

Le 18 août, Girs annonce au Grand Vizir que l'Entente est prête à garantir l'intégrité de l'Empire ottoman en échange de sa neutralité. Mais le refus anglo-français de satisfaire les revendications territoriales turques finit par compromettre la possibilité d'un rapprochement ottoman-russe, voire entre la Porte et l'Entente. Il est évident que les intérêts et les politiques des puissances de l'Entente à l'égard de la Turquie étaient fondamentalement différents. Girs a tout de même tenté un dernier essai. Pour Djavid Bey, il envisage un accord de garantie pour 15-20 ans et promet même d'abolir les capitulations en échange du départ des Allemands. Cependant, les ambassadeurs britannique Mallet et français Bompard ne soutiennent pas cette initiative et l'abolition des capitulations n'est pas jugée acceptable. McMeekin affirme cependant que Girs ne faisait que « courir dans les cercles d'honneur » et ne croyait pas du tout à la possibilité de maintenir la neutralité ottomane, car il était parfaitement conscient que les Turcs « dans leur cœur » souhaitaient la victoire des Puissances centrales. La preuve en est qu'au cours de la deuxième quinzaine d'août, il avertit ses supérieurs, dans plusieurs rapports, des mesures de guerre ottomanes à Constantinople et en Anatolie orientale, de la concentration des troupes, de la constitution de réserves et de l'arrivée d'armements allemands. Le 23, il écrit à Sazonov : « Le peuple, et surtout les officiers qui participent à la mobilisation, ont le sentiment que l'on prépare la guerre contre la Russie. » Et le 3 octobre, il rapporte que « la Turquie est envahie d'officiers, de soldats, d'armes et de munitions allemands », et que le pays est un « camp armé ». À la mi-octobre, il considère la guerre russo-ottomane comme de plus en plus « inévitable » et estime que le moment est venu de « régler les comptes » avec l'ancien ennemi, de « résoudre la question des détroits une fois pour toutes »<sup>98</sup>.

<sup>98</sup> McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, op. cit., pp. 107-108, 110-111.

Dans l'ensemble, une combinaison de facteurs a empêché la conclusion d'un accord russo-turc ou d'un accord de l'Entente avec la Turquie. Tout d'abord, les Allemands ont exercé une influence décisive à Constantinople après le traité d'alliance, puis après le transfert de *Goeben* et de *Breslau*. Le pouvoir des politiciens ottomans qui voulaient coopérer avec les Puissances centrales (Allemagne) était alors trop fort, car ils espéraient obtenir davantage. Il faut également rappeler que la Grande-Bretagne et la France ont refusé de céder Lemnos aux Turcs, scellant ainsi l'accord avec la Porte. Elles pensaient gagner facilement la guerre et régler ensuite l'avenir de l'empire en fonction de leurs propres intérêts. En fait, les Russes eux-mêmes n'étaient pas sérieux au sujet de l'accord, car leur principal objectif était de gagner Constantinople et les détroits, même au prix d'une guerre, et ils estimaient nécessaire de maintenir la neutralité ottomane, tout au plus temporairement. Enfin, il faut tenir compte de l'anti-russisme traditionnel des Ottomans, de la russophobie profondément enracinée qui s'est développée au cours de siècles d'hostilités. L'échec des tentatives russes en août constitue la dernière tentative sérieuse de l'Entente pour dissuader l'Empire ottoman de se rapprocher des Puissances centrales<sup>99</sup>. « La Russie s'est efforcée d'éviter les complications d'une guerre avec la Turquie et s'est jointe à nous pour offrir des garanties », a rappelé Grey, dont la partialité est compréhensible. « Il ne faut jamais l'oublier lorsqu'on considère le traité secret sur Constantinople, que nous avons signé après que la Turquie a attaqué la Russie. Au début de la guerre, les plans de la Russie ne prévoyaient pas le démembrement de la Turquie. Les Alliés ont fait des offres loyales et sincères à elle, mais elle les a refusées...<sup>100</sup> »

Le processus s'est donc déroulé en sens inverse. L'apparition de navires de guerre allemands en mer Noire provoque une réaction de l'Entente. Cela n'est pas surprenant, car ce théâtre d'opérations est peut-être la seule des zones de conflit méditerranéennes à avoir eu une importance stratégique tout au long de la guerre, et pas seulement au niveau du Bosphore et des détroits<sup>101</sup>. Le 20 septembre, l'ambassadeur britannique fait remarquer au Grand Vizir que la Porte devient de moins en moins neutre et que Constantinople et ses environs sont devenus un « camp militaire allemand armé », où « 4 à 5 000 soldats et marins sont arrivés à ce jour »<sup>102</sup>. Le 26 septembre, un torpilleur turc quittant les détroits est intercepté par les Britanniques dans la mer Égée, et, conformément aux instructions de Churchill, l'officier de marine allemand à bord est informé qu'à partir de ce moment, toutes les embarcations turques quittant le détroit seront traitées comme des navires ennemis, car il est impossible de distinguer celles qui sont sous commandement allemand de celles qui sont sous commandement turc. Lorsque cette information est confirmée à Istanbul par Mallet, Enver Pacha ordonne la fermeture immédiate des détroits à tous les navires étrangers (l'ordre a été donné par le général Erich Paul Weber, le commandant allemand des fortifications des Dardanelles) et le déploiement de mines, en violation flagrante du droit interna-

<sup>99</sup> Howard, *The Partition of Turkey*, op. cit., pp. 96-102 ; Shatzky, « La question de Constantinople et des Détroits », op. cit.

<sup>100</sup> Viscount Grey of Fallodon, *Twenty-five Years 1892-1916*, t. 2, Hodder & Stoughton, London, 1925, p. 168.

<sup>101</sup> Delanoë, « Le bassin de la mer Noire, un enjeu de la Grande Guerre en Méditerranée », op. cit.

<sup>102</sup> Howard, *The Partition of Turkey*, op. cit., p. 107.

tional en vigueur<sup>103</sup>. Les protestations des ambassadeurs britannique, français et russe auprès du Grand Vizir sont restées sans effet, et Said Halim a même accusé la marine britannique d'être à l'origine de cette décision. Certes, il n'a pas reculé devant l'insistance des diplomates à rouvrir les détroits et a déclaré qu'il ne voulait pas la guerre<sup>104</sup>. Toutefois, il conditionne la réouverture des détroits au retrait par les Britanniques de leurs navires de guerre à proximité immédiate de la sortie des Dardanelles. Comme cela ne s'est pas produit, les détroits sont restés fermés. Des centaines de navires marchands russes à destination des Alliés occidentaux sont contraints de rester bouclés à l'entrée du Bosphore, qui devient un « désert » en mer Noire<sup>105</sup>. Le pays du tsar est en effet coupé de ses partenaires d'Europe occidentale et l'approvisionnement en marchandises (fournitures militaires et produits agricoles) est totalement interrompu<sup>106</sup>. L'ambassadeur britannique à Petrograd, Sir George Buchanan, a qualifié à juste titre la fermeture des détroits de « coup paralysant pour la Russie »<sup>107</sup>.

Au début du mois d'octobre, l'influence de l'Entente à Istanbul avait été réduite au minimum, tandis que les Allemands gagnaient en puissance. Mais le match n'est pas encore joué. Après la fermeture des détroits, un nouvel avertissement a été envoyé par l'ambassadeur ottoman de Paris à Istanbul. Rifaat Pasha n'a pas mâché ses mots : « Les interventions allemandes doivent cesser immédiatement. [...] L'Entente est prête à nous condamner à mort si nous nous comportons en ennemis. L'Allemagne n'a aucun intérêt à nous sauver. Elle nous considère comme un simple outil. En cas de défaite, elle nous utiliserait pour satisfaire les appétits des vainqueurs, et en cas de victoire, elle ferait de nous son protectorat. L'Entente est en mesure de nous causer des dommages même si elle est vaincue. Nous sommes sur la voie directe du démembrement. Une fois de plus, il convient de

<sup>103</sup> En fait, la fermeture partielle des détroits par le déploiement de mines avait déjà eu lieu au début du mois d'août, en partie en réponse à la mobilisation de l'armée russe dans le Caucase. Mais à l'époque, les remorqueurs étaient utilisés pour permettre le passage en toute sécurité des navires marchands. Le 4 août, Said Halim a averti l'ambassadeur Girs que toute provocation de la marine russe en mer Noire entraînerait la fermeture immédiate et complète des détroits à tous les navires russes. McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, op. cit., p. 103.

<sup>104</sup> *FRUS. 1914, Supplement, The World War*, op. cit., pp. 113-114.

<sup>105</sup> Morgenthau, *Ambassador Morgenthau's Story*, op. cit., p. 111.

<sup>106</sup> Ce n'était pas la première fois que cela se produisait, puisque pendant la guerre italo-turque de 1911-1912, les navires de guerre italiens ont bombardé les fortifications turques dans les Dardanelles, ce qui a entraîné la fermeture des détroits (et un boycott de la consommation de macaronis dans l'Empire). Les commerçants russes ont enregistré des pertes allant jusqu'à 30 millions de roubles en un mois, leurs marchandises étant obligées de rester dans les ports russes de la mer Noire. Pour l'ensemble de l'année 1912, la perte représente un tiers des exportations totales de la mer Noire (de 800 millions de roubles à moins de 600 millions). L'industrie lourde ukrainienne, qui dépendait presque entièrement des importations de matières premières via le Bosphore, a été contrainte de fermer ses portes. C'est la pression russe qui a contraint la Porte à rouvrir le passage un mois plus tard. Timothy W. Childs, *Italo-Turkish Diplomacy and the War over Libya 1911-1912*, E. J. Brill, Leiden, 1990, p. 232 ; McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, op. cit., p. 29. En conséquence, les dirigeants politiques russes ont décidé de trouver une solution au problème de plus en plus épineux des détroits dans un avenir proche.

<sup>107</sup> Buchanan, *My Mission to Russia*, op. cit., p. 224.

rappeler que la politique étrangère extrémiste a toujours été à l'origine de nos malheurs. Elle a même rendu possible le miracle de l'alliance balkanique contre nous »<sup>108</sup>.

Ces avertissements n'ont toutefois pas influencé les décideurs de Constantinople. Le partisan le plus convaincu de l'orientation allemande et de l'entrée en guerre est sans conteste Ismaïl Enver Pacha. Sa sympathie pour les Allemands, sa croyance en la supériorité des vertus militaires prussiennes et son admiration pour Guillaume II se développent et s'approfondissent lorsqu'il est attaché militaire à Berlin en 1910-1911. Son père était un fonctionnaire turc pauvre et sa mère albanaise devait habiller des cadavres pour nourrir sa famille. Enver, homme au visage fin et très ambitieux, a dû sa carrière militaire à sa persévérance. En 1908, il mène la révolution des Jeunes-Turcs à Constantinople et, l'année suivante, contraint le sultan Abdul-Hamid à l'exil. Il épouse la nièce du sultan (le mariage a été arrangé par le CUP afin de gagner en influence et en contrôle sur la cour) et s'installe dans un luxueux palais. Mais il ne manque pas de courage. Il se bat vaillamment contre les Italiens lors de la campagne de Libye et des guerres balkaniques, d'où il revient pour procéder à des purges dans le corps des officiers. C'était un homme d'action et de décisions rapides. En 1914, à l'âge de 44 ans, il est sans doute l'homme politique le plus puissant de l'empire : en tant que chef de l'état-major général (sous-généralissime), créé le 3 août, il s'est arrogé des compétences auparavant exercées par différents ministères, comme les relations extérieures. Le conseiller juridique du gouvernement, Léon Ostrorog, qui lui est plutôt hostile, la décrit ainsi : « Enver est un homme sombre, petit, au visage éteint, mais aussi beau que Saint-Just l'était à sa manière. Son intelligence est médiocre. Son discours est hésitant. En compagnie, il est facilement gêné, rougit et baisse les yeux. [...] C'est un puritain en matière de morale. Ne pas boire, ne pas fumer : une mentalité comme un tube de canon ; peu de pensées s'installent dans son esprit limité, mais lorsqu'il y en a une, elle s'incruste, et les rares fois où elle le fait, elle arrive comme un éclair, avec la dureté et l'intention d'une balle bien tirée. À Constantinople, son courage et sa parfaite honnêteté n'ont jamais été contestés, même par ses ennemis les plus ardents, bien qu'il ait eu sa part d'ennemis mortels »<sup>109</sup>.

Après l'accord de crédit du début octobre, la position pro-allemande d'Enver, d'Halil et de Talaat s'est renforcée incroyablement, et ils étaient déterminés à donner à Souchon l'autorisation d'attaquer les Russes en secret. Le gouvernement allemand est alors uni pour exiger l'entrée en guerre des Ottomans, craignant que les vents du Bosphore ne tournent et que les forces pro-Ententes ne l'emportent. Djemal indique à Wangenheim qu'ils commenceront les opérations dès qu'ils auront reçu deux millions de liras, condition préalable au déclenchement de la guerre, et Said Halim explique à Pallavicini qu'il n'est pas opposé à l'attaque des Russes<sup>110</sup>. La cargaison d'or en provenance de Berlin, via la Roumanie et la Bulgarie, est arrivée par train à une vitesse record en deux tranches, les 16 et 21. En règle générale, les Russes étaient au courant de l'arrivée de l'argent (c'est Girs qui l'a signalée) et, le 20 octobre, Sazonov a averti le commandant de la flotte russe en mer Noire, l'amiral Eberhardt, qu'une attaque turque était attendue dans les jours à venir. Les capitaines ont reçu l'ordre de ne tirer en premier sous aucun prétexte, afin qu'il soit évident pour les ob-

<sup>108</sup> Emin, *Turkey in the World War*, op. cit., p. 74.

<sup>109</sup> Léon Ostrorog, *The Turkish Problem. Things Seen and a Few Deductions*, Chatto & Windus, London, 1919, pp. 72-73.

<sup>110</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., p. 172.

servateurs neutres que ce sont les Ottomans qui ont déclenché les hostilités. Pressentant une menace imminente, Bompard envoie les archives de l'ambassade de France à Odessa<sup>111</sup>. Bien informé, Girs fait également savoir à son ministre des Affaires étrangères que Souchon partira avec la flotte le 29 octobre. Entre-temps, Enver informe l'état-major allemand de son intention de lancer une attaque surprise contre la flotte russe, de procéder à des manœuvres défensives dans le Caucase et d'envoyer un corps expéditionnaire en Égypte. Le ministre de la Guerre Falkenhayn envoie le télégramme suivant à Istanbul : « Le commandement militaire suprême allemand est d'accord avec tous les points du plan opérationnel d'Enver Pacha. Une action navale immédiate en mer Noire et la conduite rapide d'opérations contre l'Égypte sont dans notre intérêt »<sup>112</sup>.

Cependant, des problèmes inattendus surgissent : l'Italie indique qu'elle serait « dans une position difficile » si l'Empire ottoman renonçait à sa neutralité, et certains membres du gouvernement suggèrent à nouveau d'ajourner la guerre. Le président du Parlement, Halil Pasha, s'est rendu à Berlin le 27 octobre pour discuter du report du début des hostilités. En outre, l'attaché militaire austro-hongrois à Constantinople, le général Pomiankowski, s'oppose à une éventuelle « intervention turque prématurée », car elle pourrait provoquer une attaque italienne contre la double monarchie<sup>113</sup>. Wangenheim et Liman von Sanders, qui savaient parfaitement à quel point l'armée turque n'était pas préparée à la guerre, partageaient le même point de vue<sup>114</sup>. Cependant, le 25 octobre, Jagow fait savoir à Istanbul qu'il insiste pour que les Ottomans attaquent immédiatement.

Le même jour, Souchon, avec l'accord de Djemal et de Talaat Pacha, reçoit l'ordre d'Enver de lancer des opérations « avec toute la flotte » et d'attaquer les Russes s'il trouve « une occasion propice »<sup>115</sup>. Nous savons cependant qu'Enver lui-même hésitait sur le moment opportun pour entrer en guerre, estimant que son pays n'était pas encore prêt sur le plan militaire<sup>116</sup>. Mais il ne peut plus reculer, car pour lui, le maintien de l'alliance allemande vaut son pesant d'or : c'est le seul moyen d'espérer donner à la Porte une voix sérieuse dans le règlement de l'après-guerre. Deux jours plus tard, la flotte ottomane quitte le Bosphore. Souchon, décrit par un diplomate américain comme une « personnalité de petite taille mais ferme », qui « dans son long manteau de salon mal ajusté ressemblait plus à un curé qu'à un amiral »<sup>117</sup>, était un commandant expérimenté de la Méditerranée et de la mer Noire, connaissant bien les baies, les cachettes étroites et le littoral. Il informe ses subordonnés qu'il a l'intention d'engager les hostilités avec les Russes et qu'ils doivent tous lui obéir. Les différentes unités se sont vu assigner leurs objectifs. L'amiral exécute les ordres élaborés avec le ministre de la Guerre et, le 29 au matin, sans déclaration de guerre, il commence à bombarder les côtes et les ports russes autour d'Odessa, de Kertch, de Yalta,

<sup>111</sup> Bompard, « L'entrée en guerre de la Turquie », op. cit., pp. 261-285.

<sup>112</sup> Trumpener, « Turkey's Entry into World War I », op. cit.

<sup>113</sup> Joseph Pomiankowski, *Der Zusammenbruch des Osmanischen Reiches. Erinnerungen an die Türkei der Zeit des Weltkrieges*, Amalthea Verlag, Vienna, 1928, pp. 16-17.

<sup>114</sup> Liman von Sanders, *Five Years in Turkey*, op. cit., p. 9.

<sup>115</sup> Mühlmann, *Deutschland und die Türkei*, op. cit., pp. 101-102.

<sup>116</sup> Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, op. cit., p. 175.

<sup>117</sup> Lewis Einstein, *Inside Constantinople. A Diplomatist's Diary during the Dardanelles Expedition April-September 1915*, E. P. Dutton & Company, New York, 1918, p. 255. L'auteur était le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis.

de Novorossiysk et de Sébastopol. Plusieurs navires de guerre russes ont été coulés, 25 pétroliers et plusieurs entrepôts de céréales ont été incendiés. Non informés de la nouvelle de l'attaque, Said Halim et Djavid, choqués et en colère, ont demandé l'arrêt immédiat des bombardements, ce qu'Enver a accepté sans un mot et a transmis l'ordre. Mais il ordonne également à Souchon d'ignorer l'ordre, et les attaques contre les cargos russes se poursuivent.

Une réunion d'urgence du cabinet a été convoquée le 30 octobre, au cours de laquelle le Grand Vizir et quatre autres ministres (dont Djavid) ont annoncé leur démission en signe de protestation contre l'attaque et sans en accepter la responsabilité, ce qui a conduit Enver à rallier la direction du CUP. Lors de la réunion, soutenue par Djemal et Talaat, le ministre de la Guerre a défendu l'action de Souchon, qu'il a qualifiée de mesure préventive « nécessaire ». Il affirme que les Russes prévoient déjà de miner le Bosphore en vue d'une attaque contre la capitale et les détroits. Finalement, le Grand Vizir est persuadé de ne pas démissionner, en échange de quoi Enver promet d'envoyer un télégramme d'expiation au tsar, même s'il sait que cela n'aura pas beaucoup d'effet. L'entrée en guerre est finalement le résultat de l'existence d'un groupe au sein du CUP intéressé par une intervention. Talaat, qui a soutenu l'attaque, a écrit plus tard que « si nous avions maintenu notre neutralité jusqu'à la fin de la guerre et refusé d'aider nos alliés dans le besoin, l'Allemagne et l'Autriche elles-mêmes auraient eu tous les droits de refuser de nous aider après leur victoire »<sup>118</sup>. En d'autres termes, les Ottomans pouvaient espérer des gains territoriaux de la victoire des Puissances centrales (Balkans, Caucase, Égypte), mais rien du tout du triomphe de l'Entente.

Entre-temps, l'ambassadeur Girs a annoncé son intention de partir<sup>119</sup> et le gouvernement tsariste a exigé des excuses. Comme nous l'avons vu, le cabinet turc était prêt à l'accorder en guise d'expiation. Lorsque les Allemands prennent connaissance du télégramme, ils avertissent Enver par l'intermédiaire de l'attaché Humann que Berlin peut à tout moment conclure une paix spéciale avec Petrograd sur la base du partage de l'Empire ottoman, et le pacha, pour rassurer les Allemands, glisse des accusations absurdes contre la Russie dans le télégramme d'excuses du 1<sup>er</sup> novembre (l'attaque a été déclenchée par une « provocation » de la Russie). Le représentant ottoman à Petrograd, Fakhraddin, a exprimé ses regrets au ministre russe des Affaires étrangères et a promis une enquête. En réponse, Sazonov déclare que le temps des négociations est révolu et que la Turquie n'a qu'une seule option : expulser tous les soldats allemands une fois pour toutes et sans délai<sup>120</sup>. La majorité des membres du gouvernement était même disposée à le faire pour maintenir la paix, comme en témoigne le fait que, lors d'une réunion dans la maison de Halil Bey, les ministres modérés, dont Djavid, se sont montrés favorables à la satisfaction des exigences russes. Talaat, cependant, déclare qu'il est absolument impossible d'expulser les Allemands, puisque « Constantinople et le gouvernement sont sous la menace des armes allemandes », et Djemal et Enver rappellent que « les forces armées ne pourraient pas fonctionner sans les experts alle-

<sup>118</sup> Talaat Pasha, *Posthumous Memoirs. The allies evasive*, op. cit.

<sup>119</sup> Il quitte la capitale le 31 octobre, bientôt suivi par l'ensemble du personnel des ambassades britannique et française. Trumpener, « Turkey's Entry into World War I », op. cit. ; *FRUS. 1914, Supplement, The World War*, op. cit., pp. 127-128.

<sup>120</sup> Ils sont déjà plus de deux mille à ce moment-là. Londres se joint à l'ultimatum.



mands »<sup>121</sup>. Ainsi, même après les bombardements, le tsar a laissé la porte ouverte à la possibilité de maintenir la paix, mais a insisté pour que le personnel militaire allemand quitte l'empire. Comme cela n'a pas été le cas, Petrograd a déclaré la guerre le 2 novembre 1914. L'action du gouvernement tsariste est suivie dans les jours qui suivent par des déclarations de guerre des autres puissances de l'Entente (les Britanniques le 5, par exemple), et Churchill ordonne à la flotte méditerranéenne d'entamer les hostilités contre la Turquie dès l'après-midi du 31 octobre. Le 3 novembre, alors qu'une flotte anglo-française bombarde déjà les Dardanelles, un obus frappe le dépôt de munitions de l'une des forteresses, détruisant la quasi-totalité de la garnison et de l'armement dans l'énorme explosion. Les combats commencent également aux frontières orientales et méridionales de l'Empire ottoman : les Russes manœuvrent dans la Caucase et les Britanniques bombardent Aqaba depuis la mer Rouge<sup>122</sup>. En fait, il importe peu que, le 10 novembre, la Porte déclare officiellement la guerre à Petrograd, Paris et Londres et, quelques jours plus tard, à la Belgique, au Monténégro et à la Serbie. Cela signifie également que les citoyens des pays de l'Entente qui se trouvent sur le territoire de l'empire sont internés et que tous leurs biens sont confisqués. Sur ordre d'Enver, on perquisitionne les ambassades des pays de l'Entente et arrête leurs consuls et leur personnel diplomatique en Syrie. Le sort en était jeté. Avec l'entrée en guerre, l'Empire ottoman est définitivement sur la voie de la désintégration.

---

<sup>121</sup> Emin, *Turkey in the World War*, op. cit., pp. 75-76 ; McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, op. cit., p. 113.

<sup>122</sup> Une forteresse isolée de 100 hommes est attaquée. Pour un rapport sur l'attaque, voir Churchill Archive Center, 13/39/51.